



10,00 F

# Social-démocratie : main basse sur l'Europe

**C**hangeons la vie, qu'ils chantaient. C'était les années 70, le Parti socialiste était tout neuf, entièrement ripoliné de rose par les meilleurs spécialistes en communication du moment. Mitterrand, ancien ministre de l'Intérieur et de plein d'autres choses dans les années 50, n'était pas perçu comme un homme du passé mais comme porteur d'un message neuf. Qui ne s'y est pas fait prendre? À l'époque, le soutien du PS était fort prisé par tout ce qui était contestataire, les antinucléaires, les radios pirates, les anticristes, les féministes, les homos, les tiers-mondistes, même les antimilitaristes. À l'époque, le PS ne ménageait pas ses soutiens. Si sa signature au bas d'un tract était prisee, en retour, ils n'en étaient pas avarés. Jamais

Qui ne vénérât pas le drapeau chilien comme un saint suaire témoin devant les septiques de l'engagement dans une lutte à mort contre le capitalisme et l'impérialisme était de droite, forcément de droite.

Enterré bien profond le choix un rien moins héroïque du « tout, même le fascisme, plutôt qu'une révolution sociale en Espagne » qu'avait fait Léon Blum une génération plus tôt. Oubliée surtout la politique de Guy Mollet et François Mitterrand en Algérie ou à Suez quinze ans plus tôt. Ignoré encore le soutien aux Américains des travaillistes anglais dans la guerre du Vietnam... au même moment!

Et puis vint 1981. Et on connaît la suite. Et ça dansait, et ça chantait. La gauche et l'extrême gauche, même

de camp. Pierre Mauroy, obscène de malhonnêteté citant Jaurès à l'assemblée pour justifier une guerre qui puait le fric, le colonialisme et le racisme, illustrait involontairement cent ans de propagande anarchiste. Grand moment d'anthologie que fut ce temps où l'on voyait dans nos permanences ces ex-militants des années 70-80, désabusés et désorientés, venir nous demander, à nous! « Et maintenant, qu'est-ce qu'on fait? ». Il était bien temps de se poser la question.

## Aujourd'hui, on ne rase plus gratis

Aujourd'hui, les socialistes n'essayaient même plus d'entretenir une quelconque illusion. Ils gèrent. Et ils le revendiquent, ils ne sont pas là pour changer le monde.

Mais qu'est-ce qui justifie encore l'appellation de Socialiste? Dans l'affaire Roland Dumas, par exemple, ce qui choque le plus, ça n'est pas tant qu'il ait ou pas touché du pognon. D'abord, ça n'est pas encore prouvé, et serait-il étonnant que dans un système capitaliste, les capitalistes achètent la politique? C'est même une des raisons d'être du capitalisme. Non, ce qui choque c'est qu'un type qui porte des chaussures à 30 000F la paire ait encore une étiquette socialiste. Personne à ma connaissance n'a demandé publiquement qu'il soit exclu du parti. Et il ne demanderait même pas pardon, alors que Clinton l'a fait pour moins que ça. Un luxe aussi obscène est une telle insulte dans ce pays où des gens meurent de froid et de faim qu'il est inconcevable qu'un parti qui se dit de gauche puisse garder au rang de ses alliés ce genre d'individu. Et pourtant, si.

Dans le même registre des mauvaises fréquentations, le bruit court que des sénateurs américains ont demandé la destitution du chef du FMI, sous prétexte qu'il était membre du Parti socialiste français. Leur démarche n'a rien d'illlogique. Ils savent encore ce que les mots veulent dire. Le label socialiste est incompatible avec la mission d'organiser les finances mondiales de façon à faciliter l'enrichissement des riches et, par conséquent, l'appauvrissement des pauvres. Car il n'y a pas cinquante solutions pour s'enrichir, le truc est de faire travailler les autres toujours plus contre toujours moins. Mais inversement, personne au PS ne semble prêt ni à démentir qu'il soit des leurs, ni à le virer.

Et c'est avec ça que s'affichent le Parti communiste et les Verts? ●●● page 8

## Dossier éducation

page 5, 6, 7, 8

## Les leçons du procès

### Papon-Einaudi

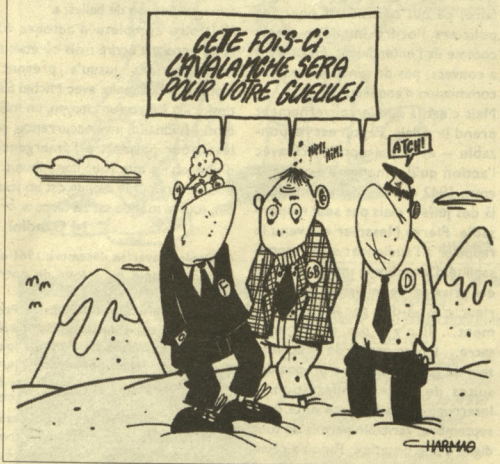
page 2

## Répression policière en

### Tchéquie

page 10

## TROIS RANDONNEURS DU SOMMET



en ligne de front, mais toujours dans les parages, suffisamment pour pouvoir dire: « On y était ».

Le mot « social-démocrate » était tabou en France, un parfum de radicalité flottait dans le vent, Allende et sa révolution par les urnes en imposait à tous et remplaçait, un temps, Che Guevara dans le rôle du Christ laïque.

ISSN 0026-9433 - N° 1155

M 2137 - 1155 - 10,00 F



Arlette, avaient appelé à voter Mitterrand au deuxième tour! Nous, nous étions les rabat-joie, presque tricarés dans les réunions inter-organisations. L'extrême gauche, PSU, LCR, PCI perdaient régulièrement des charrettes de militants, carriéristes avertis, qui paraissent remplir les strapontins du parti socialiste. Et l'on nous disait d'être patients, d'être moins cyniques, qu'on ne pouvait pas changer le monde dès la première année, puis on nous promettait des changements pour avant la fin de la législature, puis du second septennat.

La Guerre du Golfe fut finalement la goutte d'eau qui fit changer le réalisme

**manifestation de soutien  
aux sans-papiers  
le 27 mars à Paris**

## EDITORIAL

Première puissance économique et politique de la planète, les États-Unis nous montrent la juste voie, nous guidant toujours plus loin dans la barbarie capitaliste. Une semaine après son frère Karl, l'Allemand Walter Lagrand a été exécuté par gaz létal, mercredi 3 mars, dans l'Arizona. Walter est mort en 18 minutes dans une chambre à gaz, après des « souffrances viscérales intenses », dans « l'anxiété et la terreur ». Un bien bel exemple de l'accomplissement d'une civilisation, n'est-ce pas?

Subir ou avoir subi collectivement les pires discriminations n'est pas nécessairement le gage d'une plus grande ouverture aux autres. L'État d'Israël en est la preuve vivante. À Beersheva, dans le sud du pays, mercredi 3 mars, Ouassine, petit arabe de 18 mois, a été exclu du jardin d'enfants, à la demande des parents juifs. Israéliens : ghettos et purification ethnique ne vous rappellent donc rien?

Les défenseurs des animaux, tout au moins les plus extrémistes et folkloriques d'entre eux, semblent parfois témoigner bien peu de considérations pour leurs frères humains. À l'exemple de Bardot, *Compassion in World Farming* (association pour la compassion envers les animaux d'élevage) demande aux éleveurs britanniques de ne pas vendre à la France leurs moutons « si cruellement mis à mort » pendant la fête musulmane de l'Aïd. Chacun mène le combat qu'il mérite.

Depuis plusieurs mois déjà, certains battent la campagne, préparant les prochaines joutes électorales, attirés par le feu des rampes et les attraits du pouvoir. Pour ce qui nous concerne, c'est dans les luttes sociales que nous nous trouvons comme des poissons dans l'eau.

FOP 2520

# Les leçons du procès Papon-Einaudi

## Le 17 octobre 1961 a été commis à Paris un massacre d'État

**L**ES CINQ AUDIENCES DES 4-5, 11-12 février 1999, consacrées au procès en diffamation engagé par Maurice Papon devant le tribunal correctionnel de Paris à l'encontre de Jean-Luc Einaudi – pour avoir écrit dans *Le Monde* du 20 mai 1998: « Je persiste et signe. En octobre 1961, il y eut à Paris un Massacre perpétré par les forces de l'ordre agissant sous les ordres de Maurice Papon » – ont permis de lever un sérieux coin de voile sur ce « trou de mémoire » de notre histoire comme l'a rappelé à l'audience l'historien Pierre Vidal-Naquet: « Occultée, cachée, étouffée, cette journée est portée disparue dans l'histoire de France » (1). En fonction des pièces déposées – dont le rapport Mandelkern (2) – et des témoins entendus – victimes algériennes, policiers, appelés du contingent, journalistes, sans omettre Pierre Messmer alors ministre des Armées – et quelque soit le verdict prévu pour le 26 mars, on peut tirer de ces débats les enseignements suivants.

### L'apartheid anti-algérien

À partir de mars 1958, arrivée de M. Papon à la tête de la préfecture de police de Paris, la répression contre le FLN se transforme de plus en plus en une répression collective visant l'ensemble d'une communauté humaine alors que les « français musulmans d'Algérie » sont officiellement des citoyens français. Rafles au faciès, racket lors de descentes dans le bidonville de Nanterre ou les hôtels garnis de la Goutte d'Or, ouverture du Camp d'identification de Vincennes, banalisation des violences avec la pratique des « comités d'accueil » – à la sortie des fourgons les algériens appréhendés passent entre deux haies de

policiers qui les matraquent à coups de « bidules » – généralisation des pratiques criminelles comme la torture – notamment de la part de la Force de Police Auxiliaire composée de harkis –, noyades dans la Seine et les canaux adjacents.

Au sein du mouvement nationaliste algérien, le FLN a réussi à éliminer, politiquement et physiquement, son rival plus ancien, le Mouvement Nationaliste Algérien de Messali Hadj. Organisé de façon très cloisonnée et très hiérarchisée, il procède à un quadrillage serré de la population algérienne qui facilite la collecte de l'impôt révolutionnaire – avec menaces physiques pouvant aller jusqu'à la mort au besoin –, lequel constitue 80% des ressources financières du Gouvernement Provisoire de la Révolution Algérienne basé à Tunis. Pour tenter de déstabiliser les pouvoirs publics, il procède à une politique d'attentats visant les policiers: ne devant concerner initialement que ceux reconnus coupables d'exactions commises envers les Algériens, tout ce qui porte képi deviendra en fait une cible potentielle. 60 d'entre eux seront abattus entre 1958 et 1961 dont 11 au cours du seul été 1961.

### Papon chauffe à blanc les policiers

Note du 5 septembre 1961 adressée à Chaix, chef du service des affaires algériennes: « Les membres des groupes de choc pris en flagrant crime doivent être abattus sur place », ce qui équivaut à un véritable permis de tuer. Le 2 octobre, il lance lors des obsèques d'un policier tué: « Pour un coup reçu, nous en porterons dix ». Traduction implicite: pour un policier tué, tuez dix algériens. Le 5 octobre, Papon établit un couvre-feu visant l'ensemble de la popu-

lation musulmane originaire d'Algérie. La riposte à une telle mesure, manifestement anticonstitutionnelle et raciste, sera la manifestation du 17 octobre qui va être l'objet d'une double manipulation. Manipulation d'abord par la Fédération Française du FLN qui aurait du mesurer les risques de dérapage compte tenu de la tension existante à la suite des attentats commis contre les policiers, et qui va organiser une manifestation de masse – hommes, femmes et enfants – et pacifique – « pas un canif, pas même une lime à ongle » – dans le but d'opérer un double coup politique: impressionner le gouvernement français compte tenu des négociations en cours; affirmer son poids vis-à-vis du GPRA dans le cadre de la lutte pour le pouvoir dans l'Algérie indépendante à venir.

Manipulation ensuite des forces de l'ordre par la préfecture de police, convaincus qu'elles vont trouver devant elles des manifestants violents et armés, et confortés par le faux bruit qui court dès le début des opérations sur les ondes de « Radio-Préfecture »: « 5 policiers tués par des nord-africains » – destiné à faire monter la haine et la colère.

Résultat: un déchaînement de violences qui va se prolonger plusieurs jours et plusieurs nuits, notamment au Palais des Sports et au Centre d'identification de Vincennes, et qui va déboucher sur un véritable massacre, une « chasse au rat », sans que la hiérarchie policière n'intervienne en contrepoint.

Bilan: 3 morts pour Maurice Papon, qui en reconnaîtra à l'audience « une trentaine, à vue de nez... », 34 pour le rapport Mandelkern, 200 au moins pour le FLN; entre 2 et 300 pour J-L Einaudi et C. Melnik, conseiller technique pour les affaires de police et de sécurité après du Premier ministre, Michel Debré, et peu suspect de complaisance envers les Algériens.

### La défense de Papon

« Les cadres du FLN étaient armés, ont ouvert le feu sur les policiers qui ont du riposter »: 11500 manifestants ont été arrêtés et on n'a pas trouvé une seule arme sur eux, le bilan officiel ne fait état d'aucun policier blessé par une arme quelconque. « Les consignes de calme ont été diffusées et les manifestants « mis à l'abri » dans les cars de police »: c'est à coup de bidules et de crosses qu'ils ont été accueillis; à l'arrivée: crânes éclatés, strangulations, noyades. « C'est un règlement de comptes entre FLN et MNA »: en 1961 le MNA n'existait pratiquement plus en Ile-de-France.

« Les photos d'Elie Kagan, c'est un montage; avec la science de l'image on fait ce qu'on veut »: en 1999 peut-être, mais en 1961... Et outre des témoins qui ont vu Kagan sur les lieux, d'autres photographes étaient présents (*Paris-Match*, *L'Humanité*). « Les témoins des violences alléguées auraient pu et du se manifester »: certains l'ont fait, mais ont été soit menacés soit censurés comme Jacques Panigel avec son film « Octobre à Paris ».

C'est la chape de plomb officielle d'un pays qui vit dans une ambiance de guerre; c'est la politique du black-out. Les journaux, sur lesquels le gouvernement dispose de gros moyens de pression, s'en tiennent pour la plupart à la version officielle ou pratiquent l'autocensure à cause des saisies à répétition (15 par exemple pour *France-Observateur*). Comme il n'y a que quelques images rassurantes à la télévision d'État, les gens refusent de croire les témoignages. Pour eux il ne s'agit de toute façon; que de « bougnoules » car la triste réalité d'alors c'est que « la vie d'un Algérien ne vaut pas celle d'un français ». La gauche n'a rien fait de peur d'être assimilée à l'ennemi. Il n'y a pas eu une seule grève. La solidarité fut l'œuvre de gestes minoritaires.

### La responsabilité de l'État

M. Papon est certes en première ligne. C'est lui qui met en place le dispositif de répression et supervise la manœuvre depuis la salle de commandes de la préfecture de police. Il a peut-être été dépassé par les ultras mais c'est lui qui allume la mèche. Dès lors il suffisait de laisser faire, ce qui constituait pour les policiers l'ordre implicite d'agir comme ils l'entendaient. En outre il a couvert: pas de sanctions, pas de commission d'enquête.

Mais c'est là que le gouvernement prend le relais. Papon est responsable – et il y a continuité avec l'action qu'il a menée à Bordeaux entre 1942 et 1944 visant cette foie des juifs – mais pas seul responsable. Pierre Messmer est venu le rappeler à l'audience: « La responsabilité d'interdire la manifestation a été prise par le ministère de l'Intérieur, c'est-à-dire par le gouvernement... Il n'y a pas eu de massacre... Il n'y a pas eu de critique au sein du gouvernement à propos des suites de cette manifestation. » Interrogé sur la fameuse note du 5 septembre, véritable permis de tuer digne d'une dictature, Papon a répliqué: « J'ai signé mais je n'en suis pas le concepteur. C'est une mesure décidée en haut lieu. Cela venait d'une autorité supérieure » La

consigne du général de Gaulle, président de la République, était claire: « Tenir Paris », et ce par tous les moyens. Il a d'ailleurs félicité Papon pour « n'avoir jamais cessé d'être à la hauteur dans les circonstances les plus diverses et les plus difficiles ». Papon était en service commandé. C'est la logique d'État qui est en jeu. Le procureur ayant reconnu qu'il y avait bien eu « massacre... étant donné le nombre important de morts... et d'autant qu'il y a eu des violences à froid », il s'agit bien d'un massacre d'État qui a été occulté au nom de la Raison d'État.

Certes il reste encore des zones d'ombre, notamment le nombre des morts: 30, 100, 200, 300? Mais là aussi à qui la faute? J-L Einaudi n'a pu avoir accès aux archives d'État et le rapport Mandelkern s'étonne des trous considérables qu'il y a constaté: manquant à l'appel le Service des Affaires Algériennes, les rapports des brigades fluviales, le rapport du préfet de police au Premier ministre et au Président de la République. Bref, l'essentiel!

N'hésitant pas, elle, à commettre une entorse à son devoir de réserve et à dénoncer la censure, Brigitte Lainé, conservateur aux Archives de Paris, est venue rappeler qu'il y avait aux archives judiciaires pour la période considérée 103 dossiers d'instruction concernant 130 personnes et, citant le réquisitoire définitif du Parquet en date du 30 octobre 1961 relatif à la mort de 63 Algériens, elle précise: « Dès le mois de septembre, il y a une constante dans la mise à mort: une majorité de noyades, retrouvés dans la Seine ou les canaux parisiens, les mains liées, ou avec des traces de strangulation ou de balles. »

L'histoire complète d'octobre 61 reste encore à écrire mais où étaient les historiens jusqu'à présent? Comme à Bordeaux avec Michel Sliutsky, il a fallu qu'un citoyen, un militant, J-L Einaudi en l'occurrence, se lève pour permettre l'émergence d'une vérité que tout contribuait à occulter. « Tout le monde est un youpin, tout le monde est un bicot. »

J-J Gandini

(1) Daniel Mayer en décembre 1961 en parlant comme du « jour de notre honte ».

(2) Conseiller d'État chargé par le Premier ministre d'enquêter sur les « événements » du 17 octobre 1961, à la suite du choc causé dans l'opinion publique par les révélations de J-L Einaudi lors de son témoignage le 16 octobre 1997 devant la Cour d'Assises de Bordeaux où M. Papon était poursuivi pour « complicité de crimes contre l'humanité ». Dans son rapport déposé en mai 1998, il a conclu à une répression très dure et chiffre à 34 le nombre de victimes, soit dix fois plus que la version officielle.

abonnez-vous!

le monde  
libertaire

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot  
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08  
Fax: 01 49 29 98 59

### Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Pays ..... À partir du n° ..... (inclus).

Chèque postal  Chèque bancaire

Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration:  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication: André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - La Vigie  
Diffusion N.M.P.P.

### Souscription Monde libertaire

Février 1999: Groupe F.A. de Rouen: 282 F; Chamont: 200 F; Granry S; Gourdon P: 150 F; Bouey: 100 F; Hervé P.: 70 F; Bondar O., Feuvrier, Maurin, Lapsus, Labarre, Trianna, Kreuger, Pasado, Garnier, Ricco, Malo, Hanus C, Milton, D., Sidoux W., Boileau A., Mille P., Machue, Loustalot, Rosell, Nouvel: 50 F.  
Total = 2 002 F.

# Attention: démolition du service public

**O**UVERTURE À LA concurrence, privatisation ou gestion selon les critères du privé, sont les mots d'ordre, considérés comme synonyme de modernisation, qui sont martelés quotidiennement par les « responsables » et les médias au nom de l'entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle. Cette désinformation vise à faire accepter comme une nécessité incontestable ce qui n'est au fond qu'une avancée de l'idéologie capitaliste et libérale. Mais elle se heurte à l'envie profonde et au besoin qu'ont la plupart des Français d'un vrai service public. Aussi les dirigeants tiennent-ils un double discours. Ils claquent bruyamment qu'ils sont les défenseurs d'un service public « à la française » (comme si c'était un élément de culture nationale au même titre que le cinéma ou le fromage au lait cru) mais organisent le démantèlement effectif de tout ce qui peut encore ressembler à un véritable service public. L'ouverture à la concurrence est la règle: transport aérien au 1<sup>er</sup> avril 1997, télécommunications le 1<sup>er</sup> janvier 1998. Plus

sournoisement ils organisent la désintégration des groupes. Par exemple la séparation entre SNCF et Réseau Ferré de France. La SNCF devient un simple opérateur du réseau qui peut être mis en concurrence du jour au lendemain. D'ailleurs elle pratique à cette fin une véritable politique capitaliste. La séparation Poste et France Télécom avait pour but la privatisation de ce dernier. Même l'éducation nationale est touchée. Le ministre prévoit de sous-traiter auprès d'un GIP (Groupe d'intérêt Public), baptisé « agence de modernisation », les services aux universités. Finalement, le gouvernement veut prouver avec la bénédiction des patrons que les entreprises privées peuvent assurer, dans un contexte de profit, les « missions de service public ». L'État se réserverait la régulation de marchés juteux, évitant simplement que les entreprises ne tuent la bête sociale en la plumant. Les arguments avancés sont de deux ordres. D'abord la supériorité « naturelle » qu'aurait la logique de concurrence et de rentabilité sur les services non

marchands, ensuite des obligations qui seraient liées à la modernisation technologique, la construction européenne ou encore la mondialisation. Mais ils cachent imparfaitement les véritables motivations qui sont la déréglementation, la concurrence, la privatisation, de manière à obtenir le profit maximum, ce qui est moins facile à assumer.

## Manipulation

Patronat et gouvernement procèdent ensemble à une manipulation du langage qui vise à rendre flou le concept même de service public, ouvrant ainsi la porte à un possible et total démantèlement. Ils entretiennent d'abord la confusion entre secteur public et service public. Le secteur public est une notion de droit qui désigne des entreprises, totalement capitalistes, mais qui appartiennent à l'État. Il en est l'actionnaire unique ou principal: c'était hier Renault et aujourd'hui la SNECMA (moteurs d'avion) ou, pour quelques mois encore, le Crédit Lyonnais. Ce secteur public n'assure aucun service public et il est assez facile de profiter du contexte de l'intégration dans l'Union Européenne pour faire accepter sa privatisation. Service public recouvre une notion sociale et politique: c'est l'ensemble des activités que la société désire soustraire à la logique marchande et capitaliste. Malheureusement la réalité actuelle est incomplète et floue.

Les services publics comprennent à la fois des activités hors marché (police, justice) des services semi-marchands (transports urbains, SNCF, poste) et des activités qui ont un mode public et un mode marchand et privé (éducation, santé). L'idée très en vogue en Europe, mais profondément malhonnête, de « service public universel », veut profiter de cette confusion pour limiter les services publics à un minimum alloué par l'État aux plus pauvres et au delà duquel doit jouer totalement la concurrence du marché. C'est un système imposé d'en haut et il n'est certainement pas universel. Ce n'est ni plus ni moins que le modèle qui a fait faillite aux États-

Unis, autrement dit un piège qui joue à la fois sur la falsification d'un vocabulaire séduisant et sur une tendance à la charité envers les plus pauvres.

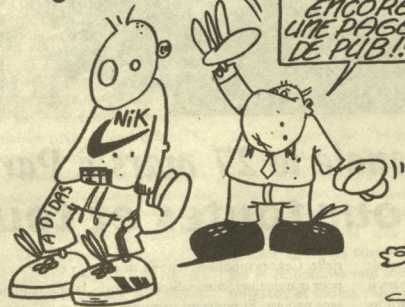
## Des alternatives?

La notion même de service public est ainsi au cœur du débat politique actuel. Nous assistons au démantèlement programmé d'un système, certes imparfait, mais perfectible. Or personne ne propose d'aller plus loin, de l'améliorer pour en faire un véritable outil de démocratie populaire et d'aménagement du territoire. La « gauche de la gauche », frileuse et conservatrice, n'a finalement comme projet que de maintenir en place un système étatique, pensé comme une ligne Maginot destinée à endiguer les attaques puissantes du capitalisme. Il est vrai que la défense des actuels services publics participe à la lutte contre le patronat et la logique du bénéfice. L'existence et le développement de services publics, tout insuffisant qu'ils soient, constituent des tonnelles sociales et nous aurions tort de cracher dans la soupe. Mais nous devons aller plus

loin et profiter de l'occasion pour montrer que nous représentons sur le sujet une alternative crédible et réellement novatrice. Notre conception d'un véritable service public est originale. Elle repose sur six piliers indissociables les uns des autres: fonctionnement absolument non marchand, gestion directe par les usagers, vente au prix de revient, continuité du service rendu, égalité de traitement des usagers, adaptation à l'évolution des besoins. Il s'agit au fond de poser les bases d'une économie d'intérêt général qui puisse s'opposer au capitalisme. Les notions de biens collectifs (transport, eau, énergie etc.) et de droits sociaux (santé, éducation, justice, logement etc.) doivent permettre de nous faire comprendre. La gestion en réseau de la plupart de ces services ouvre grand la voie au fédéralisme et à la gestion directe contre la hiérarchie. Ne pas saisir tous ensemble l'occasion de faire entendre notre projet politique à propos des services publics, ne pas consacrer à cette lutte suffisamment d'énergie, serait, je le crois, une monumentale erreur.

**Franck Gombaudo**  
groupe Sabate (Rennes)

SCANDALE!!  
ils ont PRIVATISÉ  
L'ÉCOLE!



## En bref

■ Une librairie anarchiste à Montpellier? Une souscription est lancée: chèques (ou prélèvement automatique) à l'ordre du C.D.P.L à adresser à l'Antre anar, 5, rue Jeanne d'Arc, 34000 Montpellier.

■ On peut rencontrer les militants de la FA de dordogne chaque samedi matin de 10 h à midi lors de la permanence anti-FN devant le 2, rue Taillefer à Périgueux

■ Le groupe du Gard de la FA. vend le Monde libertaire tous les mercredis matin de 9 h 30 à 11 h 30 sur le marché de Bagnols-sur-Cèze, place Bertin Boissin.

■ L'Union régionale sud de la FA a réédité un bandeau « Lisez le Monde libertaire ». Format de

84x20 cm, impression noire sur papier jaune. 10 F les 10 exemplaires, 64 F les 100, 114 F les 200 et 205 F les 400. Règlement à l'ordre de Vidal. Commande à AGDIR, 45b, rue de la Table Ronde, 30 900 Nîmes.

■ Retrouvez le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste sur le Web en tapant: <http://chez.com/farouen>; e-mail: [farouen@chez.com](mailto:farouen@chez.com)

■ On peut contacter la FA dans la Creuse à l'adresse suivante: c/o A.Dropsy, 23150 Saint-Yrieix les Bois. Tél: 05 55 81 18 77.

■ Le groupe Proudhon de la FA. vend le Monde libertaire tous les dimanches de 11 h à 12 h 15 sur le petit marché de Battant, place Jouffroy.

Retrouvez  
la Fédération anarchiste sur le web  
Radio libertaire, le Monde libertaire...  
<http://federation-anarchiste.org/>

## Faits d'hiver Charité bien ordonnée...!

Il fut un temps où être socialiste ça voulait dire se battre contre l'exploitation et l'oppression de l'être humain par l'être humain et pour une société de liberté et d'égalité.

Il fut un temps où être socialiste ça impliquait de se battre au couteau contre les causes de l'exploitation et de l'oppression de l'être humain par l'être humain, et donc, contre le système capitaliste.

Il fut un temps où être socialiste rimait avec panache, courage, rigueur et honnêteté.

Il fut un temps où être socialiste, même à la mode non libertaire, forçait le respect.

Signe des temps en ces temps où le signe est roi, il semblerait qu'aujourd'hui, alors que les riches n'ont jamais été aussi riches et les pauvres aussi pauvres et que la nécessité de rompre avec le capitalisme n'a jamais été aussi flagrante, qu'être socialiste ça signifie tout autre chose.

Depuis déjà quelques décennies, en effet, l'heure est à faire preuve de « réalisme » et à se poser comme meilleurs gestionnaires du capitalisme que... les capitalistes.

Plutôt que de piquer le pognon des riches pour le filer aux pauvres, on a donc décidé de faire l'aumône du RMI aux malheureux en faisant financer cette mesure par l'impôt et donc la collectivité et donc les pauvres.

Plutôt que de taxer les profits et la spéculation ou mieux encore d'exproprier les capitalistes pour éradiquer à jamais la misère, on a donc décidé de faire l'aumône d'une couverture sociale minimum à 6 millions de pauvres hères en faisant financer cette mesure par les collectivités locales, l'État (à hauteur de 20%), et donc l'impôt, et donc les pauvres;

Dans ces conditions qui sont celles d'une charité « généreusement » octroyée aux miséreux par nos sociaux du moment avec les sous des pauvres est-il bien étonnant de voir l'un des premiers barons de la marquerie socialiste se faire offrir des pompes à 7 000 balles et des statuettes grecques à 30 plaques par une courtisane à qui on fait faire le tapis chez les multinationales que l'on contrôle et qu'on « récompense » de temps à autre par un Picasso à 100 patates?

Charité bien ordonnée n'a-t-elle pas toujours commencée par soi-même?  
Jean-Marc Raynaud

# Homosexuel(le) et sans-papiers: deux exclusions

**C**E COURT RÉCIT EST TIRÉ d'un parcours réel mais l'anonymat est maintenu pour des raisons que l'on peut comprendre. X est le nom de la personne et Y son lieu de naissance. « L'homosexualité en Y est un tabou, les gens n'en parlent pas. Tout petit, j'étais attiré par les garçons, je ne savais pas vraiment si j'étais homosexuel. J'ai eu beaucoup de problèmes dans mon pays, tout le monde m'appelait la demoiselle. J'avais peur de parler de mon homosexualité à ma famille. J'étais très malheureux. En 1985 je suis tombé amoureux d'un français en visite à Y. Il m'a fait découvrir toutes les joies de l'amour et me parlait de la vie

homosexuelle en France. J'étais surpris par la relative tolérance des français. Je suis donc parti pour la France, mais il ne vivait pas seul. Dépit, j'ai vécu quelques mois chez une copine avant de trouver un job et de me louer une chambre. En 1987 sans papiers, je réussis à m'inscrire à une faculté en capacité en droit. J'avais un semblant d'identité avec une carte d'étudiant. Puis sur ma route, j'ai eu la chance de rencontrer un ami qui a bien voulu m'aider en me payant les services d'un avocat. Il me conseille pour me sortir de cette situation sans issue en retournant à Y pour obtenir un visa de long séjour. En 1989, je suis rentré à Y. C'était l'enfer pour moi, j'avais peur de

dévoiler mon homosexualité. Un homme qui ne se marie pas, c'est un péché dans mon pays. Désespéré, j'avais besoin de me confier à mon frère. Il ne voulait pas m'écouter. Pour lui, c'est la honte, la honte d'être homosexuel. Il y a plein d'homosexuels à Y qui sont obligés de se marier. Moi, je ne peux pas faire semblant avec une femme qui sera malheureuse, je suis homosexuel. En France, il y a des millions d'homosexuels. J'avais pris la décision de revenir à Paris. En 1990, j'ai eu mon visa de long séjour dans l'ambassade française de mon pays. De nouveau à Paris, je suis allé à la Préfecture pour demander une carte de séjour. Ils m'ont demandé de m'inscrire de nouveau à la Fac. J'ai continué mes études de capacité en droit. Après j'ai changé pour une École privée de Tourisme, mais je n'ai pas réussi à avoir mon diplôme. Je n'avais pas le moral de plus j'ai perdu mon père et mon frère. J'étais nostalgique de mon pays. En 1994, j'ai voulu faire un changement de statut. La préfecture a refusé et j'avais un avis de reconduite

à la frontière, la loi Pasqua était en vigueur. Pas de papiers, pas de travail, pas de logement, j'étais dans une galère incroyable. Alors, je suis rentré. J'ai respecté la loi française. Après un mois, la vie était toujours très dure dans mon pays. Tout le monde me regardait d'une façon bizarre, j'étais la risée de mon quartier. Je suis allé voir un psychiatre et un prêtre. Ils m'ont dit que j'étais malade, un pervers... J'étais très mal. Alors, j'ai pris la décision de revenir en France. Je n'avais pas le choix, sinon c'était le suicide à Y. En 1995, j'ai obtenu un visa de touriste d'un mois et je suis revenu en France. Depuis cette année jusqu'à aujourd'hui, je suis en situation irrégulière. Je préfère mourir en France que retourner chez moi. A cette époque j'ai rencontré un ami, qui est devenu un grand frère. Il m'a pris en charge. Malgré ma clandestinité, je suis bien à Paris, je préfère vivre ici que dans mon pays. Après la victoire de la gauche, j'ai écrit une lettre au Premier Ministre, Lionel Jospin; le Président de la République et la Préfecture. J'ai

exposé mon problème j'étais un homosexuel étranger en situation irrégulière. À titre exceptionnel je leur demandais de rester en France, terre d'asile. Ces démarches ont échoué. Après j'ai fait un recours gracieux avec l'aide de Cimade qui a été rejeté. Le jour que j'ai rencontré le Collectif de Soutien des Homos sans papiers, j'étais à bout. Ils m'ont donné confiance en moi-même. Nouvelle démarche... En septembre 1998, j'ai reçu un courrier de la Préfecture, le recours hiérarchique a été refusé. Je ne vais pas rentrer à Y, je vais me battre pour être régularisé. Le Gouvernement ne reconnaît pas mon séjour en France depuis 1985. Pour eux, je suis rentré en 1995, j'ai le droit de vivre en France! "

**X continue de lutter!**

(1) Pour contacter le CSHSP (Collectif de Soutien au Homosexuel(le)s sans-papiers): CSHSP c/o CGL, 3 rue Keller, 75011 Paris. 01.42.55.10.82. cshsp@wanadoo.fr

## Quel avenir pour Internet?

L'Internet des requins du capitalisme est sur la bonne voie: la libéralisation du cryptage annonce la généralisation du commerce électronique, la publicité est omniprésente tant sur le Web que dans les boîtes aux lettres électroniques, les fusions et les rachats se succèdent: AOL rachète Netscape, MSN rachète Hotmail et s'allie avec Altavista, etc. le tout portant sur des montants astronomiques: 6,7 milliards de dollars pour Excite récemment...

Pour faire place nette, il reste quand même à balayer du secteur les quelques doux rêveurs qui font tache dans le paysage, ceux-là même qui ont bâti Internet sur des bases de liberté d'expression, d'accès égalitaire au réseau, d'échanges non marchands entre usagers, bref encore des utopistes attardés. Et ensuite à faire adopter une législation verrouillant le secteur pour garantir une rentabilité maximale à très court terme.

C'est bien le sens qu'il faut donner à la condamnation dont est aujourd'hui victime le serveur Altern.org, qui hébergeait gratuitement quelques 40 000 sites. Pionnier d'Internet en France, dernier hébergeur gratuit sans publicité, il est aujourd'hui condamné sur des principes juridiques qui risquent fort d'être caduques du jour au lendemain.

En effet, les débats politiques sur le sujet font rage. Du tout sécuritaire (tout document publié sur le Web devrait être signé et ainsi assumé juridiquement par son auteur) au plus standard (l'hébergeur n'est qu'un intermédiaire technique dégagé de toute responsabilité, mais devant fournir les données permettant de retrouver qui a publié tel document sur commission rogatoire), des Verts à Démocratie libérale. Tous sont néanmoins d'accord sur un point: Internet ne saurait être un espace de non-droit... Et les poncifs de terrorisme, de pédophilie et de révisionnisme ont encore de beaux jours devant eux pour masquer la vérité: il est toujours insupportable à un pouvoir, quel qu'il soit, de laisser se développer des organes de libres expressions directement gérés par la population.

L'histoire se répète: la bande FM a déjà subi le même sort par le passé. Créées par des passionnés qui se battaient pour créer de nouveaux espaces de liberté et d'expression, les premières radios libres ont été balayées à la fois par les chiens de garde de l'État (déjà la gauche plurielle au pouvoir) et par les requins du capitalisme entre 1981 et 1985, et aujourd'hui les radios d'État et les radios-frics tiennent plus que le haut du pavé hertzien.

Bref, l'enjeu des courses dépasse largement la survie d'Altern.org, mais l'avenir d'Internet et de la liberté d'expression. De même qu'il serait impossible de monter une radio libre aujourd'hui, vu le verrouillage de la bande FM actuelle, c'est bien aujourd'hui qu'il faut constituer des initiatives alternatives et défendre pied à pied celles qui existent encore. Demain, il sera trop tard.

**Guillaume, groupe Louise Michel**

Pour défendre Altern.org, la priorité reste le soutien financier: un compte de soutien a été ouvert par le RAS (Réseau associatif syndical), et vous pouvez y contribuer soit par virement (CCP la source 4101413Y033) ou en envoyant un chèque à l'ordre de RAS (campagne AlternB) à RAS (campagne AlternB), 23 rue de la mare, 75020 Paris.

Des réunions de soutien sont également prévues à divers endroits, notamment à Paris le 12 (Maison des ensembles) et le 17 mars (Mutualité). Et une manifestation pour le 20 mars (fête de l'Internet) vers la cité des sciences de la Villette, où seront présentes plusieurs personnalités politiques est en cours de préparation.

Tout ceci et plus encore sur les sites Web d'Altern.org (<http://altern.org/defense>) et du comité de soutien (<http://www.comite-altern.sgdg.org>).



## Manifestation nationale le 27 mars à Paris Des papiers pour toutes et tous

**L**E MOUVEMENT SANS PAPIERS TEL QU'ON LE connaît est né il y a un peu plus de trois ans. Dès le départ, il a dérangé la gauche plurielle et ses associations satellites de part ses revendications et son mode de fonctionnement:

- des papiers pour tous et toutes avec un refus de la gestion des dossiers au cas par cas
- refus de se faire institutionnaliser par la gauche en revendiquant en permanence l'autonomie des collectifs.

Aujourd'hui, la gauche (de la FSU à la LCR en passant par la LDH...) renforce la division du mouvement sans papiers. La droite au pouvoir, ils soutenaient avant tout pour des considérations tactiques en fonctions de stratégies électorales (il fallait renverser la droite!). La gauche de nouveau au pouvoir, le soutien devenait de plus en plus critique et parcimonieux. Au nom de l'unité, au nom de l'espoir suscité par l'arrivée de la gauche, les associations calmaient le jeu. Et pour mieux contrôler le mouvement il y eut le rapport de force entre les « satellites » du pouvoir et les collectifs autonomes à travers les mobilisations et manifestations différentes fin 1997. A ce moment là, des divergences naissaient au sein même des collectifs. Revendiquer des papiers pour tous et toutes devenaient trop radical... Fin janvier et début Février 99, des accidents (violences...) regrettables sont intervenus entre la coordination nationale (soutenue par le PCF, FSU, CGT, LDH, Verts...) et le collectif Ile de France. Nous ne voulons pas revenir sur cet accident mais dénoncer l'utilisation politique effectuée par toutes ces organisations liées à la gauche plu-

rielle. Ces organisations tentent de profiter de cet accident pour marginaliser, criminaliser la branche la plus radicale des sans papiers. Et pourtant ce collectif, comme d'autres, ne cherche pas à gagner la médaille de la radicalité mais revendique le droit de s'auto-organiser et réclame des papiers pour tous et toutes. Cette revendication est la seule viable car y renoncer c'est entrer dans une logique de marchandage (qui régulariser?), de division entre « bons » et « mauvais » sans papiers. On entrerait dans l'arbitraire et l'absurde car la vie de tous (tes) les sans papiers est injustifiable... Et contrairement aux humanistes chrétiens, ce n'est pas par la pitié qu'il faut répondre car les sans papiers n'ont pas à justifier de leur droit d'exister. Solidarité en s'impliquant dans les luttes là où on le peut et aussi en se retrouvant à la manifestation nationale du 27 mars 1999 à Paris. Et à travers cette manifestation, de par notre présence en nombre face aux cortèges des humanistes de la gauche plurielle, il convient de montrer avec détermination que la solidarité ne peut pas se marchander et qu'elle doit s'appliquer à tou (te) s les sans papiers.

Dans le cadre de cette lutte le Gp FA de Nantes propose une série de témoignages récoltés soit directement, soit sur Internet soit en recoupant plusieurs parcours type... On verra au travers de ces témoignages que les migrations sont dues soit au développement du capitalisme (misère sociale) soit à la répression morale ou politique. Jusqu'à fin mars le Monde libertaire proposera donc des parcours pour illustrer l'injustifiable, l'angoisse, la souffrance qui existe derrière chaque « dossier ».

Gp FA Nantes.

# Les anarchistes et l'éducation

**L**ES ANARCHISTES ET L'ÉDUCATION c'est assurément une vieille et même une très vieille histoire d'amour. Une histoire d'amour quasiment de toujours et sans doute à toujours! Est-il besoin de le préciser, comme dans toutes les grandes histoires d'amour, le hasard – celui du coup de foudre, de l'ivresse d'un instant ou de la passion d'un moment – a joué, joue encore et jouera sûrement toujours son rôle. Mais, un petit rôle! Car quand les histoires d'amour durent à ce point et qu'elles traversent le temps au rythme endiablé du corps à cœur et du cœur à corps, le désir jamais rassasié qui fonde ce type de rapport se nourrit à l'évidence d'autre chose que du seul hasard.

## D'une certaine logique, tout bonnement!

Le voudraient-ils, en effet, que les anarchistes auraient toutes les peines du monde à éviter la rencontre avec l'éducation. Peut être parce que leur démarche – profondément antiautoritaire – vise, par « essence », non à imposer d'une manière idéaliste (voire religieuse) la liberté et l'égalité au tout venant mais à créer les conditions susceptibles (via un dialogue permanent) de permettre à ce même tout venant d'avoir le désir et les moyens de la liberté et de l'égalité. Peut être également parce qu'ils savent qu'un véritable changement social implique de parvenir à changer et les choses (les rapports de production, la structure de l'économie, le politique, le social...) et les êtres humains tant il est vrai qu'un système social quel qu'il soit repose toujours sur un consensus. Un consensus authentique. Ou un consensus marqué au fer rouge de l'aliénation. Et, de ce point de vue, comme c'est l'éducation (dans le cadre familial, scolaire et social) qui « conditionne » l'individu et les individus à certains types de comportements plutôt qu'à d'autres, c'est peu dire qu'un révolutionnaire un tant soit peu cohérent peut difficilement se désintéresser de ce qui constitue l'essentiel du comment de l'aliénation. Et encore moins ne pas être séduit par la recherche et la mise en œuvre d'alternatives à ce soi disant « éternel humain » que prétend être cette chierie capitaliste de l'exploitation et de l'oppression de l'être humain par l'être humain.

## Pour la liberté

Entre l'inné (celui d'une prétendue servitude volontaire) et l'acquis (la conséquence de conditions matérielles et éducatives), les anarchistes n'ont jamais hésité. Et entre les marchands d'au delà et les ouvriers d'un autre présent fondateur d'un autre futur, pas davantage. C'est ainsi que Max Stirner (1806-1856), l'auteur de ce « monument » qu'est l'Unique et sa propriété, écrivait: « Ce qui importe donc tout d'abord, c'est ce que l'on fait de nous à l'âge où nous sommes encore malléables; le problème scolaire est un problème vital... La cul-

ture générale dispensée par l'école doit être une éducation pour la liberté et non pour la soumission: la vraie vie c'est d'être libre. » C'est ainsi également que Bakounine (1814-1876) affirmait: « Nous voulons l'égalisation économique et sociale de tous les hommes sur terre... il faut qu'il n'y ait plus ni ouvriers ni savants, mais seulement des hommes... L'expérience de

qu'une avance que l'enfant lui remboursera par son travail lorsqu'il sera devenu un producteur... L'éducation ne doit pas être confiée à une caste spéciale d'instituteurs: tous ceux qui connaissent une science, un art, un métier, peuvent et doivent être appelés à l'enseigner... Plus d'école arbitrairement gouvernée par un pédagogue, et dans laquelle les élèves tremblants soupi-

donner un enseignement ne sera plus pour eux un tyran détesté, mais un ami qu'ils écouteront avec plaisir... Il y a des gens qui prétendent qu'une mesure d'organisation sociale qui met l'entretien de l'enfant à la charge de la société n'est autre chose que « la destruction de la famille ». C'est là une expression vide de sens; tant que le concours de deux individus de sexe différent sera nécessaire pour la procréation d'un nouveau né, tant qu'il y aura des pères et des mères, le lien naturel entre l'enfant et ceux à qui il doit la vie ne pourra pas être effacé des relations sociales. seulement, le caractère de ce lien devra nécessairement se modifier... Parce que les relations du père au fils seront non plus celles d'un maître à un esclave mais celles d'un instituteur à un élève, d'un ami plus âgé à un ami plus jeune, pense-t-on que l'affection réciproque des parents et des enfants aura à en souffrir? » C'est ainsi, surtout, que Paul Robin (1837-1912), lors de l'expérience (dans le cadre de l'éducation nationale) de l'orphelinat de Cempuis (1880-1894) mettra en œuvre la mixité à l'école, les cours d'éducation sexuelle, l'éducation intégrale (physique, intellectuelle, manuelle), une pédagogie anti-autoritaire, des méthodes d'enseignement actives (il s'agissait de faire aller l'enfant à la connaissance et non l'inverse)... et ouvrira la voie à une éducation nationale française du vingtième siècle qui, ici, là et ailleurs, n'en est souvent pas encore là (1). C'est ainsi que Sébastien Faure (1858-1942), lors de l'expérience (en dehors du cadre de l'éducation nationale) de la Ruche (1904-1918) poursuivra pendant une quinzaine d'années l'œuvre de Robin avec une cinquantaine d'enfants. Il s'attachera par ailleurs à développer le concept de coopérative intégrale et, en insérant la Ruche dans le mouvement coopératif de production et de consommation et dans le mouve-

ment ouvrier, il posera clairement le problème de l'école du peuple. Une école refusant clairement aussi bien les curés que l'État et affirmant résolument son caractère de classe et sa volonté autogestionnaire. C'est ainsi que Francisco Ferrer Guardia (1859-1909) initia la création de plusieurs dizaines « d'écoles modernes » en Espagne qui présentaient la particularité d'être ouvertes aux syndicats le soir, que le mouvement des bourses du travail fondé par les anarchistes avait ses propres structures d'enseignement et d'éducation, que lors de l'Ukraine insurgée, à Gouli-Polié, une commission mixte de paysans, d'ouvriers et d'instituteurs fut formée et après avoir adopté la séparation de l'église et de l'État elle mit en place un plan d'enseignement inspiré de ce qu'avait réalisé Francisco Ferrer, que lors de l'Espagne libertaire (1936-1939) la CNT s'attacha tout à la fois à lutter contre l'analphabétisme et à promouvoir une éducation dont la fonction primordiale était « d'aider à la formation d'êtres humains pourvus d'un jugement critique »... et que plus récemment, la petite république libertaire éducative Bonaventure s'est attachée à jeter les bases d'une éducation à et par la liberté, l'égalité, l'entraide, l'autonomie, l'autogestion et la citoyenneté.

## Les grands principes de l'éducation libertaire

- De ce qui précède il est possible de mettre en exergue un certain nombre de grands principes qui structurent la pensée et l'action anarchistes en matière d'éducation:
- L'enfant n'appartient ni à ses parents, ni à Dieu, ni à l'État. Il n'appartient qu'à sa propre liberté.
- L'éducation est un droit social pour tout être humain.
- L'éducation a pour seul but de permettre l'épanouissement des potentialités de chacun et chacune.
- L'éducation à et par la liberté, l'égalité, l'entraide, l'autogestion, la citoyenneté... est seule à même de permettre l'épanouissement de chacun (e) et de tous (tes).
- L'éducation n'a de sens que comme intégrale (physique, intellectuelle, manuelle) et comme permanente.
- L'éducation et l'école doivent être complètement déconnectées de la sphère économique et encore pire du marché du travail.
- Le droit à l'enseignement et à l'éducation ne peut s'exercer que dans le cadre d'un service public ou social laïque et gratuit.
- Ce service public ou social n'a de sens que s'il refuse d'être l'instrument du marché, des curés et de l'État, s'il s'affirme résolument comme appartenant au peuple et s'il fonctionne à la liberté, à l'égalité, à l'autogestion, à l'entraide...
- Ce service public ou social ne pourra véritablement être que le jour où l'exploitation et l'oppression de l'être humain par l'être humain auront été bannies de la surface du globe, ce qui sous entend la destruction du capitalisme et de l'État.

Jean-Marc Raynaud



chaque jour nous prouve que le père de famille, le maître d'école, malgré leur sagesse, se trompent sur les capacités de leurs enfants, encore plus facilement que les enfants eux mêmes, et que d'après cette loi toute humaine que tout homme qui domine ne manque jamais d'abuser, les maîtres d'école et les pères de famille, en déterminant arbitrairement l'avenir des enfants, interrogent beaucoup plus leurs propres goûts que les tendances naturelles des enfants; comme enfin, les fautes commises par le despotisme sont toujours plus funestes et moins réparables que celles qui sont commises par la liberté, nous maintenons, pleine et entière, contre tous les tuteurs officiels, officieux, paternels, la liberté des enfants de choisir leur propre carrière... L'enfant n'appartient ni à dieu, ni à sa famille, ni à l'État, mais à sa propre liberté ».

## L'enfant n'est la propriété de personne

C'est ainsi encore (et la liste serait quasiment infinie) que James Guillaume (1844-1916) n'hésitait pas à oser: « Aujourd'hui, ce sont les parents qui sont chargés de pourvoir à la nourriture de leurs enfants ainsi qu'à leur instruction. Cet usage est la conséquence d'un principe faux qui fait considérer l'enfant comme la propriété de ses parents. L'enfant n'est la propriété de personne, il s'appartient à lui même... C'est à la société de se charger de son entretien... La société ne fait

rent après la liberté et les jeux du dehors. dans leurs réunions, les enfants seront complètement libres: ils organiseront eux mêmes leurs jeux, leurs conférences, établiront un bureau pour diriger leurs travaux, des arbitres pour juger leurs différends... Ils s'habitueront ainsi à la vie publique, à la responsabilité, à la mutualité... Le professeur qu'ils auront librement choisi pour leur



## L'école comme espace de liberté pour les enfants en général et les filles en particulier

IL NE S'AGIT PAS ICI DE FAIRE l'apologie de la grosse machine Éducation nationale mais de rappeler que l'école représente aussi des espaces de liberté fondamentaux, pour les filles en particuliers, aujourd'hui remis en cause par l'ordre moral et l'obscurantisme ambiants.

### Sortir de la famille

L'école est le lieu après la famille où l'enfant se construit affectivement et psychologiquement. Il y a, à nouveau aujourd'hui, une tendance à déscolariser les filles. Les garçons sont perçus dès leur plus jeune âge comme des êtres qui évolueront plus tard dans le monde extérieur. Les filles au contraire sont souvent vécues comme une appendice de la famille, de la mère et non comme des sujets autonomes. Il en résulte une tendance actuelle à considérer qu'elles sont mieux (comprenez plus utiles) à la maison puisque de toute façon elles n'ont pas de projet personnel (et pour cause on ne les y pas encouragées voir on les en a dissuadées). Leur future place dans la société se joue donc d'abord dans leur prise d'autonomie affective par rapport à leur famille et leur scolarisation en est la condition sine qua non. C'est à l'école que l'enfant apprend que sa famille n'est pas le modèle unique des relations entre adulte/enfant ou enfant/enfant (voir dans ce dernier cas les discrimina-

tions entre frères et sœurs). Dans les situations nombreuses de violences intra-familiales, l'école est déjà tout simplement le lieu où ces violences s'arrêtent le temps des cours. Elle peut être aussi le lieu où l'enfant comprend que ces relations subies à la maison ne sont pas nor-

males. L'expérience montre que c'est aussi un lieu de paroles pour dénoncer ces violences. C'est enfin le lieu où ces violences peuvent être repérées, signalées, où on donne les moyens d'y mettre fin (même s'il faut mettre un bémol à cette protection pas encore assez assurée).

On voit dans tous les cas l'intérêt qu'il y a à faire sortir les enfants de la sacro-sainte famille.

### La mixité

L'école accueille des enfants issus de culture où la mixité est désapprouvée parfois. Elle reste donc le seul endroit où les filles vont côtoyer des garçons (puisqu'en général ces filles n'ont pas le droit de sortir en dehors des cours). On voit souvent, dans les classes, les filles quêter l'approbation de l'adulte pour s'asseoir à côté d'un garçon ou jouer avec. On voit aussi de plus en plus souvent des garçons interdire à leurs sœurs, amies de même communauté de parler avec des garçons. Alors on mesure l'enjeu qu'il y a à maintenir une vraie mixité pour des êtres qui évolueront plus tard dans une société mixte. Défendre cela, c'est signifier aux filles que les relations hommes femmes peuvent être pensées autrement, qu'elles ont raison de se battre contre l'obscurantisme familial et qu'elles ne sont pas seules contre tous.

La mixité à l'école c'est aussi l'apprentissage pour les filles du collectif qui est parfois nécessaire par rapport aux groupes de garçons de l'école pas toujours respectueux de leur copines de classe. Cela peut rétablir l'équilibre d'une famille où la fille est isolée et dévalorisée en tant

que fille puisqu'elle voit à l'école d'autres personnes du même sexe qui se comportent différemment d'elle. Les exemples ne manquent pas de ces jeunes filles inhibées qui peu à peu prennent de l'assurance, osent dire non, affirment leurs désirs grâce à l'exemple et aux encouragements de leurs copines.

### Connaissance de son corps

L'école est le lieu où les filles peuvent bouger comme souvent elles ne peuvent pas le faire chez elles. À regarder une cour de récréation on se rend compte avec bonheur que les filles courent sautent... bref apprennent à occuper l'espace, à exister déjà corporellement sans raser les murs (même si là aussi il faut reconnaître que l'espace des cours de récré est encore très sexué). Cela doit être assez important pour que des parents s'opposent à ce que leur fille aillent en cours d'EPS y compris lorsque ceux-ci sont non mixtes ! Enfin fait non négligeable, l'école est le lieu de découverte de sa sexualité, en cours de biologie et entre enfants, ce qui est censuré dans bon nombre de familles. Là encore les exemples ne manquent pas de familles qui s'opposent à l'information donnée en classe.

Muriel R. - groupe E. Goldman de Bordeaux,



## Un point de vue sur le lycée du XXI<sup>e</sup> siècle selon Allègre

SANS AVOIR LA PRÉTENTION DE FAIRE UNE ANALYSE exhaustive des enjeux de la réforme de l'Éducation concoctée par le ministre Allègre, nous pouvons néanmoins nous interroger sur un projet dont le contenu relève d'une inquiétante logique. Quelles sont les grandes lignes de cette réforme ?

Elle prétend déjà faire émerger de « nouvelles pratiques pédagogiques », sans toutefois – on s'en serait douté – prendre le risque de « bouleverser l'architecture du lycée... »

Un discours volontairement vague qui ne s'associe à aucune promesse de moyens supplémentaires, hormis... les emplois-jeunes (censés jouer le rôle d'assistant). Le « travail d'équipe » risque donc de se traduire par l'obligation, pour les profs, de devenir des contremaîtres distribuant les tâches aux personnel précaire !

Comme d'habitude, les nouveaux dispositifs seront financés en prenant sur les temps et les moyens déjà mis en œuvre.

Un autre exemple est révélateur de l'escroquerie que constitue ce projet. On part d'abord d'une intention qui peut sembler tout à fait louable : mettre en place une aide individualisée aux élèves en difficulté. Cela n'est d'ailleurs pas vraiment nouveau. Cela se traduirait par la constitution de très petits groupes (de huit élèves maximum), avec un plan de travail individualisé élaboré pour chaque élève. De vagues promesses de suppléments budgétaires suivent cette proposition sans aucun engagement ferme. Alors ? Le temps sera pris sur celui des cours existants, et c'est comme cela que l'on en arrive à une autre proposition allégresque : l'allègement des programmes.

### Un nivellement par le bas

En d'autres termes, pour gérer le système, le choix gouvernemental, dans le domaine éducatif comme dans les autres, est la politique du nivellement par le bas. au lieu d'allouer des forces pour garantir un enseignement de qualité, on réduit ce

qui n'est pas considéré comme fondamentalement utile. Comme chacun sait, l'enseignement de la philosophie, à notre époque, serait superflu : c'est vrai que les patrons n'ont pas besoin de philosophes, la classe politique encore moins !

En partant en guerre contre les « programmes surchargés », et en osant faire cette critique au nom de la « qualité », la réforme Allègre ne débouche sur aucune solution réelle. Au contraire, cette approche entérine le bilan d'échec de l'Éducation nationale et eu lieu de chercher à assurer un niveau optimum à chaque élève, d'assurer le meilleur accès à la culture dans tous ses aspects, on demande aux collègues enseignants de s'assurer simplement que les élèves en sachent suffisamment pour se débrouiller dans la jungle économique.

### Quelle « vie lycéenne » ?

La partie concernant la « vie lycéenne » est aussi un grand moment d'hypocrisie et de démagogie. Un conseil de la vie lycéenne (CVL) serait mis en place. L'idée là non plus n'est pas nouvelle et nous rappelle les promesses du pouvoir au moment du CIP. Que nous offre-t-on ? Un ridicule espace de « consultation » et de « dialogue » étroitement cadré par les professeurs principaux. Mais que pouvait-on attendre d'autre puisque l'État, par définition, ne peut concevoir que les élèves eux-mêmes disposent d'un pouvoir décisionnel dans l'organisation de leur lycée !

Et puis, avec les « élus lycéens », les « enseignants » pourront apprendre dès leur plus jeune âge à se soumettre à la mascarade de la démocratie représentative, qui autorise seulement les « citoyens » à choisir qui va être leur chef, qui va « représenter leur intérêt » sans être jamais contrôlable...

Alors, à quand un mouvement lycéen et un mouvement social des enseignants luttant pour la démocratie directe et l'autogestion des lycées, et porteur d'un projet éducatif dont le premier but doit être l'émancipation des individus ?

Régis. - groupe Kronstadt (Lyon)

## Laïcité voilée

En début d'année, il a suffi de quelques adolescentes (1) revendiquant haut et fort leur droit... à l'obéissance, pour que renaisse le débat malsain sur le port du voile à l'école. Malsain parce que récupéré par les Dupont-Lajoie comme par les républicains.

Ces derniers semblent oublier que c'est bien leur école qui reproduit et amplifie la sélection sociale et l'humiliation : fumier sur lequel prospèrent aujourd'hui racismes et intégrismes. Les élèves en « difficulté scolaire signalée » (2) avant l'âge de 8 ans, sont généralement issus de familles... « en difficulté sociale ». Or, 90 % de ces enfants-là n'atteindront jamais le niveau baccalauréat ! C'est la belle réussite laïque d'un élitisme républicain qui ne rechigne pas trop à fêter Noël ou Pacques. Les franchouillards profitent bien sûr du fait divers pour baver un peu sur les « arabo-musulmans-qui-veulent-nous-envahir-et-encore-heureux-qu'on-a-des-écoles-privées-ou-on-enseigne-la-vraie-religion ». A Fiers (Orne), Mégret est allé dénoncer le port du voile comme « colonisation à rebours »...

L'événement donnant donc une tribune facile aux « légalistes » des deux bords, de grands esprits défendent alors la pleine liberté de l'individu face à l'institution... Avec, entre autres, l'argument que les collégiennes porteraient plus ce voile comme symbole « ethnique » que religieux. Ce serait poser un acte antiraciste en quelque sorte. Ben voyons. Bizarrement, leurs frères n'éprouvent pas le besoin, eux, de troquer leur jean contre une djellabah.

Non, c'est un aveuglement dramatique (construit, bien sûr...) qui seul, amène des jeunes filles à revendiquer cet enfermement symbolique. Pour exister, être reconnue par la famille, la communauté... ou les jeunes garçons, beaufs basanés, qui hurlent au racisme : « Oui à la démocratie, oui au foulard ! » disaient les banderoles devant le collège... L'enjeu est celui-ci : faire afficher les signes de la soumission en public. L'école étant le seul lieu public laïque que les filles fréquentent obligatoirement, on veut éliminer ce possible espace de liberté. Peut-on se contenter de renvoyer chacun (e) à son manque de conscience révolutionnaire ? Il serait d'une lâcheté invraisemblable d'oublier ce simple fait : tolérer le port du voile à l'école, c'est explorer le seul repart protégant les jeunes musulmanes voulant s'émanciper de leur famille.

Jeanne (Commission femmes de la F.A.)

- (1) des collégiennes de Fiers et Grand-Combe.  
(2) Entendez : orientés ou redoublant

# Le travail idéologique de l'école

L'ÉCOLE EST AU CENTRE DE LA normalisation sociale. Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, que la République a consenti à l'accès de plus en plus large à l'école, la contrepartie a été un contrôle normalisé de la culture et des savoir-faire dispensés. Pendant longtemps, l'école des bourgeois n'était pas la même que l'école du peuple ce qui faisait que le contenu des enseignements était directement le produit d'une définition du destin social des élèves. Aux uns, la culture les préparant à l'usage d'une expression distinguée nécessaire pour leurs futures fonctions sociales et, pour les autres, la pratique de base de connaissances minimales leur permettant une intégration dans le monde du travail auquel ils étaient promis. Le latin était alors réservé à l'élite tandis que les classes populaires faisaient des apprentissages pratiques tournant, pour les filles autour des fonctions sociales attendues de la femme, et pour les garçons, autour de la maîtrise des techniques.

On peut critiquer la sélection sociale opérée à l'école, l'évaluation socialement située des élèves et cela a été amplement fait. Mais le contenu lui-même de la culture dispensée est le produit d'un travail idéologique tendant à une description du monde social adéquate avec la visée politique des gouvernants et de ceux qu'ils servent. Cela est particulièrement net dans les disciplines politiques. C'est ainsi que les contenus des programmes comme des

manuels scolaires montre une conception socialement et sexuellement déterminée du monde. Les langues vivantes sont ainsi de puissants outils de la normalisation à travers les textes censés décrire le quotidien d'autres pays et souvent remplis de clichés concernant la division sexuelle du travail et des compétences sociales. On n'ose même pas parler des manuels du primaire qui respirent, pour la plupart, la valorisation de conceptions sociales facilitant l'acceptation de la domination patriarcale comme de la bonne morale du travail et de l'effort si chère à ceux qui profitent du travail des autres.

Mais ce travail peut être fait plus directement comme en histoire-géographie. Cette discipline est souvent au centre de ce travail idéologique. La relecture historique du passé et la nécessaire sélection dans le passé ne sont pas fait sans critères politiques. Ainsi, la seule révolution qui est étudiée sérieusement est la révolution française. La révolution russe étant, pour sa part, parcourue. Alors que les épisodes du mouvement ouvrier international pourraient largement prétendre occuper une place importante, la Commune ou, pire encore, la révolution espagnole sont tout juste mentionnés aujourd'hui dans les manuels. Par contre, on passe un temps important sur les IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> républiques dont il faudrait connaître les finisseries politiciennes et sur les deux guerres mondiales dont il faut parfois maîtriser les aspects straté-

giques. Cette mémoire sélective est l'objet d'un travail politique. Nulle trace du massacre perpétré par les français à Madagascar en 1947, nulle trace de la tuerie de Sétif, encore moins évidemment de la « noyade » des algériens le 17 octobre 1961, pourtant aujourd'hui médiatisée grâce, par ailleurs, à un chercheur amateur qui n'est pas historien.

Au collège, en histoire encore, la vision anthropologique de l'évolution humaine est de plus en plus remplacée par l'étude de la Bible et des différentes religions, sous couvert de neutralité confessionnelle qui est la nouvelle version de la laïcité. Il suffirait d'étudier toutes les religions pour être dans le respect de la laïcité. La cosmologie remplace

ainsi la science de façon éhontée dans les nouveaux manuels de 6<sup>e</sup> et de 5<sup>e</sup>. La préhistoire n'est plus étudiée au collège.

En sciences économiques et sociales, c'est le terme même de crise qui ne figure plus dans le programme. Cette discipline, très ancrée sur le monde social, permet de voir les évolutions des débats contemporains qu'elle intègre directement. C'est ainsi que l'étude du lien social amplifie très largement une vision non conflictuelle du monde social. La conception social-démocrate domine : à la place des inégalités, le terme d'exclusion est préféré qui permet de mettre patrons et salariés ayant un CDI ensemble dans les inclus.

Bien évidemment, l'éducation civique est un produit direct du travail idéologique. Elle comprend ainsi une éducation aux principes élémentaires de la défense selon un protocole signé entre les deux ministères de l'Éducation nationale et de la Défense.

De même, elle développe un catéchisme républicain axé sur l'apprentissage des principes plus qu'une réflexion sur la réalité sociale et l'établissement d'une justice entre les hommes. La façon dont les institutions politiques fonctionnent n'est absolument pas interrogé puisqu'il s'agit d'intégrer ce fonctionnement comme étant immuable.

A travers ces exemples, nous voyons bien qu'il faut toujours s'interroger sur le contenu même de l'enseignement au-delà de la forme elle-même dont la critique n'est plus à faire. Ce contenu est le produit de choix dont les considérations idéologiques sont toujours prégnantes. Quand nous apprenons, nous devons nous demander pourquoi et pour qui nous apprenons. C'est là que se situe le véritable esprit critique : les connaissances tendent toujours, sous leur aspect de neutralité, à nous faire prendre parti, à notre insu, dans les conflits du monde. Mais l'école aura beau vouloir nous offrir un monde lisse, nous savons tous qu'il ne l'est pas et il nous appartient de faire l'effort d'aller toujours chercher l'information ailleurs ; comme dans le *Monde Libertaire* par exemple !

Most



## Radio-Cartable, sur Radio-Libertaire

La radio des enfants des écoles d'Ivry : une radio pas tout à fait sans maître

Depuis une bonne dizaine d'années, tous les jeudis, entre 14 heures et 15 heures, on peut entendre Radio-Cartable sur Radio Libertaire. Radio-Cartable est la seule émission de radio, en Ile-de-France, animée et produite par des enfants d'école primaire.

L'idée est née en 1982, à l'époque du boum des radios libres ; un projet de parents et d'enseignants dans la continuité de la création d'une école « ouverte ».

L'idée fait tache d'huile, l'inspectrice de l'Éducation nationale encourage le projet, ce sera la radio de toutes les écoles d'Ivry. Faire de la radio devient une activité scolaire officielle. Il y a donc un petit bout de doigt de pied de l'éducation nationale à Radio-Libertaire, ce qui a de quoi agacer quelques libertaires. C'est réciproque : la présence de Radio-Cartable sur une radio anarchiste chiffonne parfois le milieu scolaire. Radio-Cartable a donc quelques fois le derrière entre deux bancs.

Un studio est aménagé dans une école. Il comporte le matériel nécessaire pour enregistrer, monter et diffuser les émissions : une table de mixage, un magnétophone à bande, des magnétos de reportage, des platines cassette et CD, une table avec 6 micros et un reportophone pour pouvoir faire la liaison avec le studio de Radio-Libertaire.

Une équipe d'enfants (différente chaque fois) anime chaque émission en direct. Chaque émission est organisée en 5 ou 6 séquences de durée variable (de 2 à 20 minutes), qui s'adressent d'abord aux plus jeunes puis aux plus grands. Chaque émission propose un contenu varié. Il existe différents types de séquences en direct ou enregistrées : enquêtes, reportages, interview, micro-trottoir, création, jeux, débats...

Ces séquences ont des sujets extrêmement divers : rencontre avec informations, émission littéraire, historique, scientifique, artistique, conte, feuilleton, poésie, musique et chansons...

### Mais pourquoi une radio pour enfants ?

Pour donner la parole aux enfants ? Non !  
La parole ne se donne pas. Il ne s'agit pas de donner un outil à des « petits privilégiés » qui s'ingéraient les adultes.

La parole, le langage, ça se construit, ça se conquiert. On se l'approprié. La parole, c'est l'outil de la pensée. Plutôt que dire : « Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement », on devrait dire : « Ce qui s'énonce bien, se conçoit clairement ».

En général, et à l'école en particulier, l'enfant ne peut mettre en pratique ses capacités à s'exprimer oralement que dans des situations où il doit répondre à l'adulte. Il peut ainsi acquérir des outils formels (par exemple, par un apprentissage systématique de l'emploi de mots qui introduisent la causalité, ou encore la bonne concordance des temps : « Si j'aurais su, j'aurais rien dit ! »), ce qui est loin d'être suffisant pour que l'oral soit un véritable outil d'expression.

En faisant une émission, c'est l'enfant qui pose les questions, c'est lui qui mène le débat, c'est lui qui conçoit et élabore son produit radiophonique.

Radio-Cartable est un moyen de production et de communication vraies. Quand on édite un journal de classe, il n'est pas vendu à la librairie du coin. Quand on fabrique un film vidéo avec sa classe, il n'est pas accueilli dans le circuit officiel et ne passe pas dans la salle de cinéma voisine. Quand on fait une émission pour Radio-Cartable, on est écouté en vrai.

N'importe quel auditeur qui tourne le bouton de sa radio peut entendre Radio-Cartable. On est écouté comme n'importe quel autre animateur ou journaliste de radio. Et cela, 30 km autour de Paris.

### Radio-Cartable est un outil pédagogique

L'enfant qui prépare une émission va devoir concevoir finement un projet, écrire le plus souvent ses interventions, vérifier ses informations.

Puis, en réalisant l'émission il va améliorer la maîtrise de son oral (audibilité, maîtrise de sa voix, fluidité, informativité...), devoir communiquer par la lecture (lire son texte en direct en communiquant avec l'auditeur, raconter une histoire en la lisant), maîtriser sa

concentration (justesse des interventions...) et son écoute (des partenaires du projet, des interlocuteurs), utiliser un matériel technique (magnéto, micro...) et s'adapter à ses contraintes et celles de la diffusion. En plus il aime ça et même, il en redemande !

Radio-Cartable est un outil de valorisation de la personne et d'intégration sociale. Il aide l'enfant à s'ouvrir à son environnement. Les enfants d'Ivry ont produit des séries d'émissions portant sur les

métiers dans la ville ou encore toutes les fonctions rencontrées dans une école (Radio-Mécano).

Il valorise l'enfant en lui donnant une bonne image de soi parce qu'il a la satisfaction d'avoir réussi à mener à son terme un projet et d'avoir été écouté. Il valorise l'enfant en prenant en compte sa culture et son langage, ses préoccupations comme ces créations « polyglottes » d'une classe d'enfants arrivant en France, comme « Abdulei » histoire des ségrégations subies par un enfant d'origine étrangère, ou comme le Hit Parade où les auteurs s'interrogent sur les effets de mode et le plaisir de chanter...

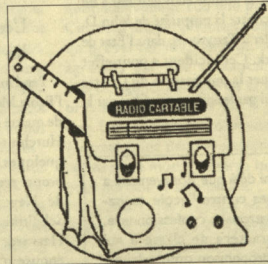
Il l'aide à s'ancrer dans le tissu social de son école, son quartier et de sa ville. Il est reconnu comme individu qui apporte quelque chose de lui aux autres. Il met en évidence les capacités et la réussite de l'enfant écouté par sa famille et ses camarades. (Les enfants d'une classe de perfectionnement applaudissent leurs camarades après un débat en direct sur la violence).

Il l'aide à coopérer et à prendre en compte la notion de responsabilité et de réussite collectives. Il fait prendre conscience des règles de déontologie.

L'enfant-producteur d'émissions devient un utilisateur plus éclairé des médias.

Et le maître là-dedans ? Il fait son boulot de maître et il en est plutôt content parce qu'il peut vraiment aider les enfants à se construire, à construire leurs savoirs, à être plus compétents, à être des individus.

Jean-Jacques Charbonnier,  
enseignant chargé des émissions de Radio-Cartable



# Histoire de l'école moderne de Stelton

**L**A MODERN SCHOOL DE Stelton (New Jersey), résulte de l'action des mouvements anarchiste et d'éducation libertaire du début de ce siècle. Elle s'inspire de l'exemple de l'anarchiste espagnol Francisco Ferrer (1859-1909), qui établit des écoles « modernes » progressistes en Espagne, en heurtant de front le système d'éducation dominé par l'Église. Vigoureusement anticlérical, Ferrer prône « la liberté dans l'éducation », en rejetant à la fois l'autorité de l'Église et celle de l'État. La Escuela Moderna, qui comprend également un centre d'éducation pour adultes et une maison d'édition progressiste, est fermée lorsqu'en 1906 Ferrer est impliqué dans un complot visant à assassiner le roi. Accusé en octobre 1909 d'avoir dirigé les actions de la « Semaine tragique » — du 26 juillet au 1er août, à Barcelone une protestation ouvrière tourne à la rébellion générale, de nombreuses églises et couvents étant profanés et incendiés — Ferrer est condamné à mort et exécuté (1).

## Activités à New York

La mort de Ferrer provoque une vague de protestations dans le monde entier. À New York des anarchistes, avec en tête Emma Goldman et Alexandre Berkman, fondent en 1910 l'Association Francisco Ferrer « pour perpétuer l'œuvre et la mémoire de F. Ferrer » (2). L'imprimeur anarchiste Harry Kelly préside le bureau; l'association est présidée par Leonard Abbott, directeur-adjoint de l'influente revue *Current Literature*. L'association se donne un triple but: publier et diffuser les œuvres de Ferrer; organiser des réunions commémoratives le jour anniversaire de sa mort; et fonder à travers les États-Unis des Écoles Modernes, qui seront gérées par ses branches locales.

Le Centre Ferrer et l'École Moderne de New York ouvrent leurs portes en janvier 1911 à St Mark's Place (Greenwich Village). Le premier directeur est un ancien enseignant d'anglais de l'Université Columbia, Bayard Boyesen. Les locaux sont exigus: il n'y a de place que pour le centre d'éducation adulte. Sans tarder, le Centre Ferrer déménagera donc dans la 12<sup>e</sup> Rue Est, où l'on installe également une école. Celle-ci commence avec 9 élèves, dont Stuart, le fils de Margaret Sanger. En

1912 le jeune Will Durant, qui par la suite se taillera un grand succès en vulgarisant la philosophie, reprend la direction de l'école. Sous sa conduite, l'École Moderne devient l'un des centres les plus vigoureux du mouvement progressiste new-yorkais. Les cours pour adultes sont bondés; ceux des peintres Robert Henri et George Bellows, initiateurs du réalisme social auquel on attribue le sobriquet d'« ashcan » (poubelle), sont suivis par un Man Ray, un Max Weber, et autres John Sloan. Parmi les collaborateurs figurent l'écrivain communiste Mike Gold, le romancier à succès et nouvelliste Manuel Komroff, les poètes Lola Ridge et Edwin Markham. Durant y enseigne l'histoire de la philosophie. Emma Goldman, Alexandre Berkman, Margaret Sanger, le syndicaliste Elizabeth Gurley Flynn, et les écrivains Jack London, Lincoln Steffens, et Upton Sinclair y donnent des conférences (3).

L'école connaît également un certain succès, en dépit d'une situation géographique incommode: en effet, peu de familles progressistes vivent à proximité. Pendant l'été de 1912, l'école déménage à nouveau, cette fois-ci à Harlem, dans la 107<sup>e</sup> Rue. Là, Durant aura bientôt 16 élèves. C'est là aussi qu'il rencontrera Ida Kaufman, alors âgée de 14 ans; elle deviendra par la suite sa collaboratrice sous le nom d'Ariel Kaufman, et sa femme. Lorsque le couple se marie, en 1915, Cora Bennett Stephenson reprend la direction de l'école. Elle ajoute aux activités de celle-ci des cours d'été et une section maternelle. Des visiteurs viendront de Suisse et d'Allemagne pour étudier sa pédagogie.

## Transfert à New Jersey

Une série d'événements survenus au mois de juillet 1914 provoque le déménagement définitif de l'école, qui quitte New York pour s'installer à Stelton, dans le New Jersey. En effet, à New York, non loin de l'École Moderne, une bombe explose dans un immeuble résidentiel, tuant trois hommes qui fréquentaient le Centre Ferrer. L'enquête révèle que la bombe était destinée à un attentat contre la propriété de John D. Rockefeller à Tarrytown, dans l'État de New York. Cet incident a pour effet d'accroître la politisation du Centre Ferrer, qui par la suite sera infiltré par la police.

Des soutiens financiers sont retirés. L'atmosphère devient délétère, ne convenant plus du tout aux enfants; on décide d'éloigner l'école de New York et de l'installer à une cinquantaine de kilomètres de là, à la campagne. Le centre adulte, cependant, restera en ville, où il poursuivra ses activités jusqu'en 1918.

Après avoir choisi un site, à Piscataway, près de Raritan (actuellement Edison), sur le territoire de la commune de Stelton, Harry Kelly, Leonard Abbott, et le fabricant de cigares Joseph Cohen, anarchiste lui aussi, fondent la Ferrer Colony Association qui, après avoir acquis un terrain d'une trentaine d'hectares (68 acres), le cède en lots à des colons. La propriété comprend une ferme et ses dépendances. Déjà en 1919 une centaine de familles ont acquis des lots; entre vingt et trente y vivent en permanence. Les colons sont d'origines assez diverses. Laurence Veysey remarque que, fait très rare, il y a, à côté d'Américains diplômés d'université, des immigrants sans qualification; ouvriers et intellectuels s'y retrouvent, unis dans la volonté de bâtir une nouvelle société (4).

Nombre de colons sont d'origine juive, ayant quitté l'Europe de l'est. La Colonie Ferrer, cependant, tout comme son école, refuse toute affiliation confessionnelle, et la plupart des colons n'affirment pas très fortement leur appartenance religieuse. Nombre de résidents travaillent toujours dans la confection à New York, en faisant la navette. La terre n'est pas travaillée en commun; tenue en propriété individuelle, elle est cultivée commercialement (les principes anarchistes ne ne font pas obstacle à des arrangements de cette sorte). La communauté milite en faveur de l'égalité des races et des sexes. Nombre de couples vivent en concubinage. Pendant la journée on s'occupe collectivement des enfants. Mais les conditions matérielles sont dures: le premier été beaucoup vivent sous la tente ou dans des poulaillers. Les maisons n'ont ni eau, ni électricité, ni chauffage central.

## L'éducation pendant les premières années

Pendant sa première année à Stelton l'École Moderne voit passer pas moins de quatre directeurs: Bobby et Deede Hutchinson, co-directeurs, qui après quelques mois partent fonder leur propre école à Stony Ford, dans l'État de New York; ensuite Henry T. Schnitkkind, titulaire d'un doctorat de Harvard, qui quitte parce que son épouse n'arrive pas à s'adapter aux conditions de vie à Stelton; puis provisoirement Abe Grosner, de l'École Moderne de Philadelphie, qui dirige l'école jusqu'à l'entrée en fonction au printemps de 1916 de William Thurston Brown, pasteur socialiste avec à son actif la fondation de plusieurs Écoles Modernes à travers les États-Unis. Sous la direction de Brown l'école est florissante. Comme à l'époque new-yorkaise, les élèves ne sont pas obligés d'assister aux cours, les mesures disciplinaires et les punitions sont interdites, et aucun plan d'études n'est imposé. On utilise des livres, mais les activités de plein air et l'artisanat prennent une place importante parmi les activités. Le

peintre Hugo Gellert, d'origine hongroise, enseigne l'art, et le maître-imprimeur anarchiste Joseph Ishill initie les enfants à l'imprimerie.

Outre les enfants qui vivent sur place à la Colonie dans leurs familles, il y a à l'École Moderne entre trente et quarante internes. La ferme a été transformée en pensionnat; elle est flanquée d'un dortoir ouvert aux quatre vents, glacial en hiver. La fille de Margaret Sanger, Peggy, y attrape une pneumonie et meurt à l'hôpital à New York. Au printemps 1917, cependant, avec l'arrivée de Jim et Nellie Dick, les conditions s'améliorent. Ce couple d'activistes anglais, militants anarchistes et syndicaux, avait avant de venir aux États-Unis déjà fondé plusieurs Écoles Modernes. Ils rénovent et réorganisent le pensionnat, le rebaptisant Living House, maison de vie. Nellie impose une certaine discipline aux enfants, souvent incontrôlables, en expliquant (par la suite) que « la liberté sans responsabilité, ça ne va pas » (5). En 1920 un nouveau bâtiment voit le jour. Le couple Dick dirige la Living House jusqu'en 1924, date à laquelle il quitte Stelton pour prendre la direction de l'École Moderne de Mohegan (État de New York), qu'Harry Kelly vient de fonder un an plus tôt.

Le début des années 20 est sans doute l'époque la plus faste de l'École Moderne. Elizabeth et Alexis Ferm en prennent la direction en 1920, et font de « l'École Moderne l'une des expériences les plus révolutionnaires de toute l'histoire de l'éducation en Amérique » (6). Avant de venir à Stelton, Elisabeth Byrne Ferm (1857-1944) et son mari Alexis Ferm (1870-1971) avaient dirigé leur propre école, la Children's Playhouse (maison de jeu/théâtre des enfants), à Dyker Heights (Brooklyn); ensuite ils ont fondé l'une des premières « boutiques-écoles » des quartiers populaires; et c'est là qu'ils ont fait la connaissance d'Emma Goldman et d'autres anarchistes. Elisabeth Ferm en particulier a été profondément influencée par les idées du pédagogue allemand Friedrich Frobel (1782-1852), initiateur du mouvement des jardins d'enfants; Frobel encourage l'activité autonome et stimule la créativité chez les enfants. A Stelton, Elisabeth et Alexis Ferm encouragent l'activité manuelle — l'imprimerie, le tissage, la menuiserie, la vannerie, la poterie, le travail sur métal, le jardinage, le chant, la danse, et les sports, installant une série d'ateliers dans les bâtiments scolaires. Les enfants qui le désirent peuvent néanmoins étudier avec Jim Dick les matières traditionnelles à la bibliothèque. Ce programme donne des résultats remarquables; les enfants produisent, entre autres œuvres, *Voice of the Children* (La Voix des enfants), entièrement écrit, illustré, et imprimé par leurs propres soins. A la longue, cependant, un conflit se développe entre les Ferm et des parents qui demandent pour leurs enfants une éducation plus politisée, un engagement plus révolutionnaire, tout en trouvant que l'on néglige les matières traditionnelles. Les Ferm, cependant, refusent de changer de pédagogie; en 1925 ils quittent l'École.

Après le départ des Ferm, l'École Moderne entre dans une période transitoire difficile, qui prendra fin en 1928,

avec le retour de Jim et Nellie Dick. Ceux-ci rénovent la Living House, qui s'était délabrée; ils ressuscitent *Voice of the Children*, et réintroduisent une gamme très large d'activités pour adultes. Mais les Dick avaient toujours désiré fonder leur propre école; en 1933 ils quittent Stelton pour fonder l'École Moderne de Lakewood, dans le New Jersey. On demande aux Ferm de revenir.

## Déclin et dissolution

— Malgré la présence du couple Ferm, cependant, l'École Moderne vit dans les années 30 une période difficile. Réduits au chômage par la Dépression, nombre de parents de la classe ouvrière sont obligés de retirer leurs enfants. De son côté, le mouvement anarchiste entre lui aussi en déclin; certains colons rejoignent les Communistes, et dans la communauté le désaccord s'installe. En 1938 il ne reste que trente enfants à l'École. Vers le milieu de la décennie, la Living House est vendue et transformée en résidence privée; les internes sont relogés dans des familles de colons. La deuxième Guerre Mondiale s'apera les fondements de l'École. En 1940 l'État fédéral achète un terrain jouxtant la colonie pour y installer une base militaire, Camp Kilmer.

La présence de milliers de militaires altère radicalement l'atmosphère de la communauté; des maisons sont cambriolées, une fille est violée par des soldats (7). En 1944 Elisabeth Ferm meurt d'une attaque cérébrale. Alexis reste encore quatre ans, puis se retire dans la communauté à impôt unique de Fairhope, dans l'Alabama. Il ne reste alors qu'une quinzaine d'enfants, pour la plupart à l'âge de la maternelle. Anna Schwartz, qui enseigne à l'École Moderne depuis de nombreuses années, poursuit le travail jusqu'en 1953, année où l'école ferme définitivement. Entre 1955 et 1961 des commissaires vendent la propriété et distribuent les actifs restants.

Peu à peu les colons et leurs enfants se dispersent, mais nombre s'accrochent, et se trouvent encore dans les environs en 1995. Peu à peu, le terrain s'est transformé en banlieue; des maisons sont démolies pour faire place à un centre commercial et des immeubles résidentiels. Cependant, lorsqu'en 1971 Alexis Ferm meurt à l'âge de 101 ans, ses anciens élèves s'organisent pour préserver l'héritage. En 1973 une association, Friends of the Modern School, est fondée; elle se réunit une fois par an pour échanger des souvenirs et des idées sur l'éducation alternative, et pour contribuer par des dons à l'entretien de la collection Modern School par l'Université Rutgers.

J-M Raynaud

- (1) Joan Connelly Ullman, *The Tragic Week: a Study of Anticlericalism in Spain, 1875-1912*.
- (2) Paul Avrich, *The Modern School Movement* (Princeton, 1980), p. 36.
- (3) Laurence Veysey, *The Communal Experience: Anarchist and Mystical Communities in Twentieth-century America* (Chicago, 1978), p. 79-84.
- (4) Veysey, p. 77-84.
- (5) Nellie Dick, in Paul Avrich, *Anarchist Voices* (Princeton 1995), p. 287.
- (6) Avrich, p. 256.
- (7) Veysey, p. 170-172.



Cinq ans et demi déjà que Bonaventure a sorti les fourches contre l'école capitaliste (étatique, patronale, confessionnelle, privée), son caractère de classe à nul autre pareil, sa propension ontologique à conjuguer l'inégalité des chances au temps moyenâgeux de l'origine sociale, sa fonction centrale dans la reproduction de la division sociale et son aptitude quasi névrotique à massacrer l'enfance à petits coups d'épingle ou à grands coups de masse.

Cinq ans et demi déjà que cette république éducative s'est lancée dans l'aventure d'une éducation à et par la liberté, l'égalité, l'entraide, l'autogestion et la citoyenneté en brandissant haut et clair le drapeau de la laïcité, de la gratuité, d'un financement social, de l'égalité des revenus, de la propriété collective... et de la révolution sociale. **La farine et le son. Bilan éducatif, pédagogique, institutionnel, sociologique, politique... d'une petite république éducative libertaire.** 30 F. En vente à la librairie du *Monde libertaire* (+ frais de port = 33 F).



# Incidents à la BNF

**L**E DIMANCHE 24 JANVIER VERS 12 h, c'est-à-dire à l'ouverture, la bibliothèque nationale de France (BNF) a été le théâtre d'un incident grave dont ont été victimes plusieurs membres du personnel. En effet, dans le hall Est, deux collègues étaient chargés de contenir la foule des lecteurs dont de nombreux étudiants en pleine période d'examen. Les deux collègues ont été violemment bousculés par les lecteurs quand ceux-ci ont forcé le passage pour s'engouffrer dans les ascenseurs. Les deux hôtesse se sont retrouvées à terre. L'une d'entre elle a du

être emmenée à l'hôpital: clavicule cassée, muscles du cou déchirés lui imposant l'usage d'une minerve et sa collègue qui était enceinte à perdu son enfant.

Ce n'est que le 2 février, à la fin d'une AG de magasiniers dans les locaux syndicaux que cette affaire a été de plus en plus ébruitée par les membres du personnel, provoquant l'indignation de ceux-ci. Le sort qu'a subi leur collègue est bien sûr la cause principale de cette indignation mais ils se demandent aussi pourquoi deux semaines après la direction n'a rien laissé filtrer de l'affaire. L'intersyndicale a rencontré la direction

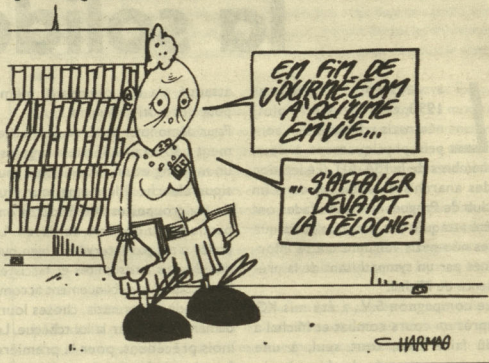
à propos de cet incident majeur le 2 février, après l'AG. Il ressort de cette rencontre que le directeur général a prétendu avoir appris l'affaire une semaine après les faits! L'intersyndicale qui s'inquiétait de savoir ce qui serait mis en place pour éviter que de tels incidents ne se reproduisent, le directeur général a annoncé qu'il ferait installer une caméra surveillant l'entrée des ascenseurs (car, comme chacun sait une caméra tempère toute velléité de violence!) et inciterait les lecteurs à la courtoisie envers le personnel!

Le 5 février, un préavis de grève a été lancé par SUD, la FSU, la FEN et FO pour manifester la solidarité du personnel avec ses collègues employés par la société privée SEEL. La CFDT et la CGT ont préféré attendre l'AG du 8 février pour se positionner quant à l'action à mener.

Le 8 février, à l'issue de l'AG, la CFDT s'est ralliée aux autres syndicats qui ont déposé le préavis pour appeler à la grève du 12 février. La CGT a préféré appeler à un rassemblement dans un hall le 11 février, pendant une heure. Une AG a ensuite décidé, le 11 février, que le site de la BNF à Tolbiac serait bloqué et les personnels ont en effet empêché l'accès de la bibliothèque à tous les lecteurs.

Il faut noter par ailleurs, que les incidents en fait se multipliaient depuis déjà plusieurs semaines à la BNF. Incidents sous forme d'altercation entre certains lecteurs et membres du personnel mais

**POUR DÉTESTER LES LIVRES TRAVAILLEZ À LA B.N.F.**



aussi entre lecteurs eux-mêmes. Même s'il n'est pas question de se servir de ce grave incident touchant des collègues, il faut bien reconnaître que lesdits incidents sont la conséquence d'une organisation désastreuse et tudesque de la BNF, d'une gestion du site totalement inadéquates et de la structure même d'un bâtiment décriée à juste titre depuis longtemps.

Comme d'habitudes ce sont les salariés qui en font les frais. La question de la présence de société privée de sécurité se pose aussi avec un personnel précaire, mis dans un rôle de garde chiourme et prenant en pleine face le résultat des dysfonctionnements de la structure. À noter que les personnels BNF ne sont absolument pas formés non plus pour

apprendre à gérer des situations de types conflictuels. Cela dit, les seuls propositions de la direction ont tournées autour d'un renforcement des dispositifs existants: vidéosurveillance élargie, placardage d'affichettes ridicules pour demander au public d'être courtois et calme... Une dépêche répond en partie aux souhaits sécuritaires de certains membres du personnel qui allaient jusqu'à demander la présence de la police à l'intérieur du site (pourquoi pas la présence de l'armée aussi?) etc. À aucun moment la direction n'a accepté de remettre en question l'ensemble de l'organisation de la bibliothèque, ce qui est le seul et unique problème de fond.

D'après les informations transmises par notre correspondant

## Bonaventure

Le centre d'Éducation libertaire Bonaventure recherche un(e) éducateur(trice) avec ou sans spécialisation... formé ou non, ayant le désir de s'investir dans les domaines les plus divers de la pédagogie anti-autoritaire, libertaire... (pour septembre 1999).

Aujourd'hui Bonaventure accueille des enfants de 3 à 13 ans... Sur l'île d'Oléron, des enfants et des adultes vivent une aventure éducative, pédagogique et associative passionnante et toujours en construction. Animation et réalisation construites dans le cadre d'une équipe pédagogique, projets réalisés à partir de réunions décisionnelles d'enfants... volonté de faire partie d'un groupe d'adhérents composé de parents, de pédagogues, de militants associatifs, politiques et syndicaux... engagés ensemble pour faire vivre et progresser cette structure et tout ce qui l'anime: les enfants. Si participer à ce projet vous intéresse, il vous est possible de nous contacter dès maintenant pour venir nous rencontrer avant juin 1999 et vivre le quotidien de Bonaventure, pour ensuite vous engager formellement.

**Bernard Lebœuf, pour l'association Bonaventure**  
Bonaventure, 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges d'Oléron.

# Le marché de la volaille bat de l'aile...

**5**00 MILLIONS DE POULETS (50% de la production française) séjournent aujourd'hui en Bretagne contre 2 873 000 pigeons, pardon, habitants. Du délire! Après celui du porc, le marché de la volaille bat de l'aile! La crise de la vache folle avait incité les consommateurs à s'orienter vers les viandes blanches, en particulier la volaille. Les intégrateurs (sociétés, coopératives), soucieux de notre bien-être, ont accéléré la production, avec la bénédiction de M. le

préfet qui autorisait les élevages. Résultat: les difficultés à l'exportation se conjuguent aux effets de la surproduction. La Russie, qui était devenue depuis 1995, le principal importateur mondial de viandes de volaille, s'effondre; les pays asiatiques subissent une grave crise financière; et même l'Allemagne et l'Angleterre, qui on fortement augmenté leur production (les traites!), importent moins. Entre 1990 et 1996, les exportations françaises augmentaient en moyenne, de 9%

par an; en 1997, de 3%, et en 1998, d'environ 2%.

Alors que la volaille est la première viande produite en France, les filières, surtout celles du poulet et de la dinde, sont plongées dans l'angoisse. Mais n'ayant pas vocation à être les dinde de la farce, les intégrateurs tirent rapidement les conséquences.

Le groupe Doux ferme son abattoir à Chateaulin; la société Bourgoin cède Ronsard à Coopagri Bretagne et se débarrasse de sa filiale espagnole Callis. Les contrats avec les éleveurs (ils sont les plus de 4 000 en Bretagne, dont près du tiers en difficulté) sont revus à la baisse. Les producteurs perdent entre 15 et 20 F du mètre carré de poulailler (après avoir déjà perdu l'équivalent l'an dernier à cause des augmentations de charges et des rallongements de vides sanitaires). Tant pis pour ceux qui auront les os moins solides. Le revenu moyen par UTH (unité de travailleur) était de 128 600 F en 1997, de 106 400 F en 1998; il se situera entre 70 000 et 80 000 F en 1999. Bon nombre d'éleveurs rêvent de voler dans les plumes des intégrateurs, mais n'osent dénoncer leur contrat, de peur d'être pénalisés ou de ne plus trouver d'intégrateur. Des batailles juridiques en perspective qu'il serait plus efficace de mener collectivement.

Parce qu'elles maîtrisent toutes les étapes de la filière (aliments, couvoirs, abattoirs, transformation, vente), les plus grosses entreprises (Doux, Bourgoin, Unicopa, Coopagri, Gouessant, Glon) imposent leur loi par la peur. « Les abatteurs peuvent casser un éleveur quand ils le

veulent en lui livrant des poussins boiteux ou de l'aliment de moins bonne qualité ou en retardant le remplissage de ses poulaillers », explique un producteur.

## Ne pas confondre violence et violence

À l'appel de deux syndicats, une partie des salariés manifeste contre le projet de fermeture de l'abattoir du groupe Doux, à Chateaulin (un outil ultra-moderne prévu pour traiter quotidiennement 100 000 poulets). Ces salariés, simplement soucieux de préserver leur emploi, seront agressés par une soixantaine de cadres, agents de maîtrise et « gros bras » réquisitionnés par la direction. Un photographe d'Ouest-France (journal assez peu révolutionnaire) recevra une motte de terre lancée à bout portant et sera insulté. Par ailleurs, des éleveurs en colère devant la révision à la baisse des contrats d'intégration, ont bloqué des couvoirs, détruisant quelques centaines de milliers d'œufs et provoquant la mort de plusieurs dizaines de milliers de poussins. Pour beaucoup de personnes étrangères à l'univers de l'agro-alimentaire, ces réactions de violence se valent. Cette confusion est totalement injustifiée. La réaction des salariés de la firme agro-alimentaire ou des éleveurs, souvent modestes, constitue une défense parfaitement légitime contre des sociétés qui ont incité à la surproduction pour engranger des bénéfices, et qui modifie leur stratégie... pour préserver ces bénéfices;

contre des groupes qui reviennent sur leurs engagements, trahissent leurs « partenaires », c'est-à-dire ceux qui assurent le travail, et que les termes d'un contrat laissent quasiment sans recours; contre des firmes qui ont sciemment organisé une surcapacité industrielle et qui, par un « recentrage » brutal font payer à ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre, le prix de leurs propres « erreurs ».

Au contraire, la violence des cadres d'une firme intégratrice ou les actions répétées des gros exploitants sont destinées à préserver des privilèges (contrats à sens unique, réservant tous les avantages aux dirigeants de la firme... et tous les risques à l'éleveur, pollueur-payeur, de l'autre). À propos de cette violence, le *Canard enchaîné* du 17 février informe qu'un télex expédié par les pandores de Versailles à leur propre hiérarchie, à la préfecture des Yvelines, ainsi qu'à la direction départementale des R.G. annonçait, 24 heures à l'avance, l'attaque du ministère de l'Environnement par un commando paysan. Personne n'a cru devoir avertir les autorités! Or qui a perpétré le saccage? Majoritairement, des céréaliers qui exploitent européennes d'un montant compris entre 300 000 F et un million! De malicieux sauvages, en quelque sorte! Et si ultralibéralisme imbécile (mais, n'est-ce pas un pléonasse?) finissait par tuer la poule aux œufs d'or, faudrait-il s'en plaindre?

**J-P Tertrais**  
groupe La Commune  
(Rennes)



dans le monde

# Répression policière en Tchéquie : la solidarité s'organise

**L**E VENDREDI 27 NOVEMBRE 1998, cinq (peut-être plus) néo-nazis tchèques s'en sont pris physiquement à deux membres de la FSA-AIT (Fédération des anarchistes sociaux) dans un club de Prague. Nos camarades ont été attaqués par surprise alors que les néo-nazis venaient d'être informés par un sympathisant de la présence de Michal.

Le compagnon S.V., a été mis KO après un cours combat et Michal a dû faire face, tout seul, à une attaque concertée de skins. Après avoir reçu plusieurs coups sévères, de façon désespérée, il s'est servi de son arme de petit calibre - pistolet automatique utilisé pour l'autodéfense dont les cartouches sont la plupart du temps incapables de causer des dommages mortels au corps humain. Il a tiré trois fois sur le skinhead le plus agressif et les autres se sont éloignés un moment. Il a tenté de s'échapper mais il a été arrêté peu de temps après.

Après une courte enquête et des renseignements pris au service de police de « lutte contre les extrémistes politiques », Michal a été mis en examen pour « tentative de meurtre motivé par des convictions politiques ». Le lendemain matin, il était incarcéré en détention préventive en attendant le jugement. Le délai est en moyenne d'un an. À ce moment, la police « expliquait » l'affaire comme le résultat d'une attaque « d'extrémistes de gauche » bien connus contre un groupe de jeunes gens ordinaires. À ce moment Michal pouvait en prendre pour 25 ans dans le régime carcéral le plus dur. Aucun des nazis l'ayant

attaqué n'a été poursuivi, même pour des motifs mineurs.

Pour démontrer sa force, le mouvement néo-nazi tchèque a organisé un meeting et un festival de « musique blanche » le même jour. Plus de dix groupes et 300 fascistes ont participé au concert de Pilsen. La police n'est pas intervenue bien que des slogans antisémites et fascistes furent scandés publiquement accompagnés de saluts nazis, choses lourdement punies par la loi tchèque. Le mois précédent, pour la première fois depuis les années trente des candidats fascistes se sont présentés lors des élections municipales. Selon la police, il n'y a pas moins de 30 000 néo-nazis organisés et sympathisants actifs en République tchèque dont 3 000 sur Prague seulement. Selon les statistiques officielles du ministère de l'Intérieur, plus d'un tiers des policiers sont membres ou sympathisants actifs des organisations néo-nazies, racistes et nationalistes extrémistes. Sympathies, coopération et souvent complicité directe du personnel de police avec les néo-nazis sont des faits bien connus.

Michal Patera est un des plus actifs parmi les anarchistes tchèques et un actif antifasciste révolutionnaire. Il s'est confronté de nombreuses fois aux néo-nazis. Il est l'éditeur du journal de la FSA « La Voix de l'action directe » et milite pour une active coopération internationale en particulier avec les pays de l'Est. Les ressources financières du mouvement anarchiste tchèque sont exsangues après la campagne de soutien à Vaclav Jez, un militant anarchiste emprisonné à la suite du

même type d'incident en juillet 1997 qui avait qui avait rapporté plus de 70 000 CZK (environ 13 800 F). Le coût total de la défense de Vaclav est estimé à plus de 130 000 CZK (25 800 F) soit près de 20 salaires mensuels, qui sont très bas par rapport au coût de la vie et ne permet pas un niveau de vie décent. Ils ne pourront pas collecter tant d'argent à nouveau, en si peu de temps. Or, il est essentiel que Michal ait un bon avocat tant la justice capitaliste et la police sont partiales. Les coûts seront sûrement équivalents à ceux de Vaclav Jez. Les dossiers sont les mêmes. Un groupe de combat néo-nazi attaque un anarchiste et antifasciste bien connu pour l'éliminer physiquement. Nos compagnons

ment tchèque, désirent très fortement devenir membre de l'Union européenne, est aujourd'hui sérieusement embarrassée par la vague de critique venant d'ONG, de divers citoyens et d'organisations radicales, dont certaines de l'Ouest, concernant sa réticence à enrayer la violence raciste.

L'État tchèque a toujours un code de la citoyenneté discriminatoire qui, de fait, transforme des milliers de membres de la minorité tzigane en apatrides après l'éclatement de l'État tchécoslovaque en 1992. Toute critique venant de l'étranger, soulignant souvent les sympathies des forces de la répression de l'État pour les organisations néo-nazies et racistes, devient un sérieux pro-

action durant laquelle ils ont détruit un drapeau tchèque marqué d'une croix gammée a été énorme. Les médias nationaux ont encore essayé, en vain, de réfuter les accusations de racisme et de tolérance envers le néo-nazisme. L'ambassadeur tchèque en Russie s'est fendu d'une plainte officielle très agressive. D'autres actions de solidarité sont en cours au Portugal, en Allemagne ou en Grande-Bretagne.

## L'enquête

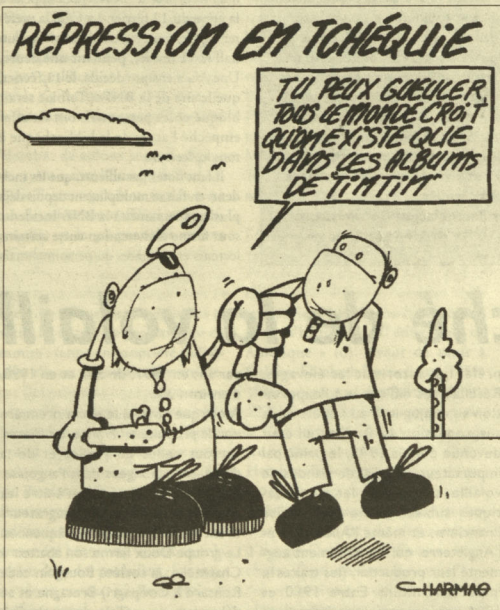
La seule nouvelle positive est la suivante. La police a laissé de côté les « motivations politiques » de l'acte de Michal. Il n'est donc plus menacé que d'une peine de quinze ans, au lieu de vingt-cinq. C'est loin d'être un soulagement pour notre compagnon mais au moins une amélioration. La nouvelle tactique de la police est claire : faire du dossier un crime « banal » et traiter notre compagnon comme un banal criminel n'ayant rien à voir avec une question d'idéologie et de lutte contre le fascisme. La police a démenti publiquement que les skinheads étaient des militants nazis mais a affirmé qu'ils étaient des « jeunes gens ordinaires » et que toute cette histoire avait pour cause des problèmes personnels. La FSA demande de faire de la défense de Michal une affaire politique.

La police a déjà interrogé plusieurs personnes qui étaient présentes sur les lieux et évidemment les nazis ont témoigné en faveur de leur compagnon. Le reste des témoins, la plupart des « jeunes alternatifs » semblent avoir peur. La plupart de leurs témoignages ne sont toujours pas disponibles pour la défense. Nos camarades tchèques nous font savoir que leur situation est très difficile et qu'ils ont vraiment besoin d'une solidarité internationale active. Vous pouvez les aider :

- en écrivant des lettres à Michal ;
- en envoyant des lettres de protestation à l'ambassade tchèque pour demander la libération de Michal Patera né en 1976 arrêté le 27 novembre 1998 à Prague alors qu'il avait été victime d'une attaque pour ses convictions anarchistes et antifascistes, et a utilisé son arme en légitime défense ;
- en organisant des manifestations ;
- en organisant des collectes de fonds pour Michal. Concerts de soutien...

Adresse en prison :  
Michal Patera (1976). PO Box 5, 14057 Praha 4, République tchèque.  
Adresse de la FSA :  
FSA-AIT Prague, PO Box 5, 15006 Praha 56, République tchèque.  
Tél. : (42040) 602-224 747.  
e-mail : fsasonia@email.com  
Attention : la police regarde souvent et confisque le courrier de la FSA. N'hésitez donc pas à utiliser les contacts téléphoniques et e-mail.

Informations tirées du Bulletin de l'ABC tchécoslovaque, n°1, février 1999 et de Black Flag n° 216.



## Important procès contre dix antifascistes tchèques

En février 1999 a commencé un grand procès à l'encontre d'un groupe de dix antifascistes et anarchistes tchèques à Zlín, une ville importante de l'Est de la République tchèque.

Vladimir, Futak, Radek, Velevsky, Pavel Burián, Jakub Jancík, Marek Hradil, Vaclav Kotrba, Radim Kogler, Jakub Janicek, Petr Hříbek, Martin Betík et David Srota sont accusés de « blessure grave et de trouble à l'ordre public commis en groupe organisé et idéologiquement motivé ». Ils sont menacés d'une peine de prison de dix ans.

Au printemps 1997, un groupe d'antifascistes rencontre un groupe de 12 skinheads locaux, bien connus et organisés au sein du Front patriotique. Après une courte bataille de rue les nazis se sont enfuis laissant un des leurs gravement blessé.

La police arrête, suite à cela, tous les antifascistes et monte un dossier où un groupe de dix militants antifascistes ont attaqué pour une raison inconnue un « innocent citoyen », qui attendait son bus et n'ayant rien à voir avec les néo-nazis bien qu'il portait un badge avec la croix celtique, symbole international des skinheads nazis.

## Vladimir Patera acquitté

Vladimir Patera, le jeune frère de Michal Patera et également membre de la FSA a été acquitté en décembre 1998 au tribunal de Prague. Vladimir était accusé depuis 1996 « d'agression envers un agent de police » alors qu'un antifasciste inconnu avait lancé une pierre aux policiers anti-émeutes qui essayaient de disperser une manifestation de soutien aux antifascistes allemands du groupe « Autonome antifa » qui subissait la répression policière à Göttingen. Bien qu'une caméra vidéo de la police prouvait que Vladimir était déjà arrêté quand la confrontation avait commencé, le juge n'a abandonné les charges contre lui qu'à la suite d'une bataille judiciaire de deux ans.

réussissent à sauver leur vie uniquement par l'usage de leur arme à feu et sont donc emprisonnés et victimes d'un coup monté.

Après plus de deux mois d'enquête, le compagnon tchèque de la FSA-AIT, Michal Patera est toujours en prison et attend son jugement. Son moral est intact et sa santé bonne. Il remercie tous ceux qui l'ont aidé et envoyé des lettres de soutien.

## Une campagne de solidarité internationale

La FSA, malgré les difficultés pour récolter des fonds, a collecté 29 000 CZK pour payer les frais de la défense lors du procès. La FSA-teplce et les groupes de la région « centre » ont organisé deux concerts de soutien.

Au niveau international, le 28 janvier a eu lieu à Paris une manifestation organisée par la CNT. Elle fut largement couverte par les médias nationaux tchèques et indique la méthode à suivre pour la campagne de soutien à Michal. Le gouverne-

ment pour le gouvernement. Si ce genre d'action est couvert par les correspondants locaux des médias tchèques, comme la manifestation parisienne, c'est excellent pour Michal. Les exigences de l'Union européenne concernant l'antiracisme quoique très anodines et respectant totalement l'idéologie capitaliste et l'« Europe forteresse » anti-immigrés, sont très rigides et strictes en comparaison aux activités ouvertement pro-raciste et pro-nazies de la police tchèque et de l'appareil judiciaire. Aussi les bureaucraties tchèques qui incluent d'anciens dissidents et aussi le président Vaclav Havel sont effrayés à l'idée d'être considérés à l'étranger comme étant incapables de s'attaquer à une vague de violence néo-nazie et au racisme, sans équivalent dans la plupart des pays d'Europe.

Le 5 février la Confédération des anarcho-syndicalistes révolutionnaires (KRAS), section russe de l'AIT, a organisé une manifestation de protestation devant l'ambassade tchèque à Moscou. L'impact de cette

CINÉMA

# Beshkempir (Le fils adoptif)

Aktan Abdykalykov

UN FILM CALME ET SERENIN autour d'une adoption en pays kirghize. *Beshkempir* ne veut rien dire d'autre. Une communauté de nomades partiellement sédentarisés accueille un enfant avec des rituels millénaires, tendres et colorés. L'enfant grandit et apprend en pleine adolescence qu'il a été adopté. La grand-mère est la seule à entourer le garçon de son affection. Ses parents l'élèvent à la dure et ne lui parlent guère. Un beau jour un camarade de jeu, jaloux de ses succès auprès de la belle Ainoura lui apprend brutalement ses origines. *Beshkempir* se sauve et vivra dans la nature en gardant des bêtes. Il faudra la mort de la grand-mère pour le faire revenir dans le village et auprès de ses parents. L'enterrement de cet être aimé propulse *Beshkempir* dans le monde adulte. Bouleversé, propulsé dans le monde adulte, il dira aux villageois « si vous devez de l'argent à la dé-

funte, je vous l'offre, si elle vous doit quelque chose, je vous rembourserai! » Simplicité et beauté. Un film rare. À Locarno, le jury lui a donné un Léopard d'argent. À Vienne, il a eu le prix du public, à Tokyo, une mention spéciale. Difficile de ne pas

tomber sous le charme de ce film qui touche droit au cœur. Cinéma sensuel et senti, les jeux et l'apprentissage des ruses amoureuses reposent sur le regard et la sensation. Un bonheur.

Heike Hurst (Fondu au Noir)



LECTURE

## Voulez-vous valser grand-mère?

Roland Hénault

LE LIVRE DE ROLLAND HÉNAULT « Voulez-vous danser grand-mère? » cumule comme l'annonce le sous-titre « Récit saignant d'une révolte du 3<sup>e</sup> âge en milieu fermé à l'aube du 3<sup>e</sup> millénaire » trois dynamitages: ceux du tabou de l'âge, de l'enfermement des indésirables et du pire à venir... la

fin de chapitre III de la deuxième partie augurant sinistrement de celui-ci: « En réalité je ne cherche qu'à transcrire, le plus fidèlement possible des faits et des situations dont il me paraît important de conserver la mémoire pour les générations à venir, à supposer qu'il existe des générations à venir... »

Nous connaissons l'humour décapant et iconoclaste de l'auteur sur scène et dans ses livres, un des plus forts et audacieux étant celui sur les prisons où il enseigne (1). Il ne s'en départit pas dans cette fiction où l'intrigue rondement menée à travers le monde ordinaire des familles, du village, de la maison de retraite commence à déliner avec le projet des protagonistes se réinventant un avenir envers et contre tout et tous, et éclate à beaucoup... de l'horreur transcendée, c'est-à-dire de la vérité de la vérité de tous ces portraits et caricatures qui nous laissent sans illusions sur les autres et sur nous-mêmes.

La phrase, travaillée à la Queneau (Le français parlé écrit) dans les descriptions comme dans les dialogues donne une nervosité cocasse à l'ensemble, relancée par l'autocritique du narrateur avec adresses au lecteur et feintes excuses: « Ici vous aurez compris que les grossièretés machistes sont des propos rapportés dans un souci de réalisme. Il n'y a donc pas lieu de s'en offusquer... » et, en guise de conclusion: « il est évident que je tiendrai le lecteur au courant des développements de cette affaire, à supposer que ladite affaire se développe... en attendant, je conseille tout de même chacun d'entre vous de se munir d'armes, de chiens de garde, et même de CES déguisés en vigiles, si vous disposez encore d'un salaire et d'objets ayant été acquis par ce moyens désormais caduc... »

À travers frasques et grimaces, catastrophes gargantuesques, c'est là encore un admirable hymne à la vie (si noire soit-elle!) et à la révolte incantant son changement que ce nouveau roman de Roland Hénault.

Marie-Claire Calmus

*Voulez-vous valser grand-mère?* Roland Hénault. En vente à la librairie du *Monde libertaire*, 59 F.

## copinage

Alain Marcadé chante Léo Ferré et Gérard Pierron chante Gaston Couté à Louviers (27) jeudi 18 mars à 20 h 30. Rés. 02 32 09 58 17 (60F).

Alain Aurenche chantera le lundi 29 mars à 20 h 30 à Bobino. Rés.: 01 43 27 75 75.

## RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 11 mars à 18 heures:

*Si Vis Pacem*: La science et l'armée: un mariage contre raison.

samedi 13 mars à 11 h 30:

*Chronique syndicale*: la réduction du temps de travail.

samedi 13 mars à 23 heures:

*L'Harmonie du monde*: le compositeur américain Bernard Herrmann.

diamanche 14 mars à 20h 30:

*Ça rend sourd*: les Schlitz, groupe de hardcore parisien.

mardi 16 mars à 22h 30:

*Jazz en liberté*: Kenny Burrell trio en public (1959); Frédéric Favarel group (1995); Pat Martino quartet (1994); Philip Catherine quartet (1998); Joe Morris-Rob Brown quartet (1993).

mercredi 17 mars à 10h 30:

*Blues en liberté*: Les trains, le thème du voyage dans le blues (première partie).

à la petite semaine

## Un pur, un vrai

Il y a une vingtaine d'années, la noble famille Giscard d'Estaing, dont l'un des fils à papa, devenu président de la République, avait reçu en cadeau des diamants offerts par un tyran africain couronné, traînait devant les tribunaux un hebdomadaire satirique paraissant le mercredi, qui avait dénoncé le scandale.

L'avocat du Canard enchaîné, disert et brillant, stigmatisa avec force, devant un public et des magistrats conquis et souvent hilares, les mœurs dépravées de ces hommes de pouvoir riches, évoluant en permanence dans les milliards mais toujours prêts à recevoir un petit « plus » afin de conserver leurs chasses gardées ou de fournir au plus offrant des marchés juteux dont profitent leurs comptes en banque divers et variés.

A entendre ce formidable réquisitoire contre la vénalité en politique, l'anarchiste le plus endurci, dans un moment de faiblesse, se laissait aller à penser que finalement, peut-être, à la rigueur, avec de tels Robespierre au gouvernement, morale et exercice du pouvoir pourraient bien après tout faire un petit bout de chemin ensemble.

Oui, vraiment, quel merveilleux dénonciateur de la corruption nous avions là! Et quelle promesse de pureté à venir s'annonçait à travers cet homme qui allait devenir peu de temps après l'un de ses principaux ministres.

Il s'appelait Roland Dumas.

Floral

## Maria Koléva

Maria Koléva (cf. *Monde libertaire* n° 1085) est en grève de la faim depuis le 1<sup>er</sup> février pour défendre son projet de relance du cinéma indépendant. Tél. Cinoche vidéo: 01 47 00 61 31.

NON, NON, ON LIT!



## Au hasard de l'actualité

Une couverture à supermarché, une typographie illustrative de bidon de lessive avec des couleurs pétantes sans harmonie, des titres guerriers, voilà ce que Flammariion sort comme nouvelle collection: « À vos risques et périls », tous écrits par l'américain Gary Paulsen (*Le Maître des cerveaux*, 93 p.; *Le Maître du dragon*, 95 p.). Caractéristique n°1: histoires qui mettent en valeur les garçons; les filles faisant de la figuration; par exemple dans « Le Maître... », on trouve 409 apparitions de personnages masculins contre 172 de personnages féminins. Caractéristique n°2: l'enfant roi sauve l'humanité comme si, contre les apprentis dictateurs, seule devait s'opposer la toute-puissance enfantine de l'individu garçon. Caractéristique n°3: l'influence des jeux de CD-rom; c'est le cas dans *Le Combat du dragon* qui reprend le thème de l'enfant qui passe de l'autre côté de l'écran d'ordinateur et entre dans le jeu pour sauver des vies. Bref, un produit de combat idéologique pour le capitalisme où les Zorros sont des petits garçons.

Marc Lachlan, *Sarah la plus belle*, illustration Blake, Gallimard.

Pour les 9-12 ans, ce navet raconte la conquête de l'ouest réussie grâce à la solidarité de la famille seule apte à faire triompher les individus contre ce qui s'oppose à leurs projets. Du réalisme bourgeois pour la valeur en hausse chez les jeunes selon un sondage publié par *Science et Vie junior* il y a peu: la famille. Mirande, *Double meurtre à l'abbaye*, Flammariion, 127 p.

Une intrigue policière au XII<sup>e</sup> siècle, une histoire à suspens qui tient ses promesses sans contenu bien précis, l'enfant apprenant peu sur l'époque et pouvant être dérouter par l'abondance des nœuds de l'intrigue. On voit ici une exploitation de la veine d'un succès de librairie (*Le Nom de la rose*) pour adulte, le but étant de faire acheter par les parents et non de séduire véritablement l'enfant.

Mayas, Incas, Aztèques, Nathan, 25 p.

Un très bel album au format de poche qui concurrence les trouvailles des collections La Découverte de chez Gallimard. Ce volume est très réussi, se mettant à la portée de préadolescents (entre 10 et 12 ans). Un tel documentaire accompagnera avec intérêt la lecture du roman chef-d'œuvre toujours disponible chez Flammariion *La Route de l'or* de Scott O'Dell, un roman qui parle de la folie d'un héros ravagé par l'attrait du pouvoir au cours de la conquête de l'Amérique par les Espagnols.

Lévy, Rapoport, *Le Bison*, Nathan, 35 F; Boswell, Korky Paul, *Pustul l'abominable monstre*, Nathan, 99 F.

Voilà deux histoires tendres pour finir cette livraison. La première est magistralement illustrée au trait de couleur naïf et conte l'amitié d'un chat et d'une souris qui vont devoir dépasser les jugements sociaux sur la non conformité de leur relation pour atteindre le bonheur. Un ouvrage à lire aux petits des 3 ans. L'autre livre vaut grâce aux illustrations de Korky Paul. C'est un rencontre de deux monstres qui vont devenir amis, thème éculé de la littérature de jeunesse. Le livre est animé mais l'animation n'apporte rien au travail de Paul voire même empêche ses illustrations de donner toute la dimension foisonnante des actions à réserver aux inconditionnels de Korky Paul.

Philippe Geneste

## Avortement-contraception : reprendre l'offensive

**D**ÉPUIS L'AUTOMNE 1998, LE COLLECTIF POUR LE DROIT DE CHOISIR et le collectif de droit des femmes ont lancé une campagne pour le droit à l'avortement et à la contraception. Cette initiative, en projet depuis des mois, s'est imposée face à l'inertie du gouvernement Jospin et aux attaques incessantes des pro-vie, suite notamment au saccage des locaux du Planning familial de Villeurbanne en mai 1998. Cette campagne « Pour le droit de choisir » met en avant le déficit d'information sur les moyens de contraception et l'IVG. Elle se concrétise par des collages sur l'ensemble de l'agglomération, des diffusions unitaires de plaquettes et de préservatifs en des lieux névralgiques et devant des lycées. Les plaquettes informent sur la contraception et l'avortement et d'autre part énoncent des revendications. Elles affirment la nécessité d'une campagne d'information afin que toutes et tous puissent disposer de son corps et assurer son indépendance. Elles mettent en avant la dépénalisation de l'avortement par l'abrogation de la loi de 1920, la suppression des conditions restrictives d'accès à l'avortement afin que toutes les femmes puissent interrompre leur grossesse sans conditions d'âge ou de nationalité, l'extension des délais et la défense du RU 486, la pilule abortive.

Cette campagne est soutenue par le MFPF, des associations féministes, des syndicats et des organisations poli-

tiques. Sur le terrain, ce sont avant tout les associations féministes et les organisations libertaires qui prennent en charge cette campagne « hors la loi » pour publicité sur la contraception et incitation à l'avortement. En ce qui concerne la gauche plurielle, le PS brille par son absence et n'est pas signataire de la plaquette alors que le PCF et les Verts ont signé mais restent absents sur le terrain. Le gouvernement remet sans cesse la campagne d'information et laisse avancer les groupes intégristes politiques et religieux qui prônent le respect de la vie mais pas celle des femmes.

La presse locale ne fait aucun écho à cette campagne alors que le matériel diffusé est bien accueilli, beaucoup sont étonnés par toutes les restrictions de la loi ; devant les lycées, l'information est plus que bienvenue... Pour nous, il s'agit de reprendre l'offensive, de défendre non seulement nos droits, mais de les faire avancer et notamment pour l'avortement et la contraception libres et gratuits.

Nous réaffirmons que l'avortement est un droit fondamental des femmes et qu'il n'est pas acquis. D'ailleurs, le danger est toujours présent. Samedi 21 février, un rassemblement d'environ 100 personnes à l'appel des associations féministes, extrême gauche et libertaires, a réaffirmé notre choix lors d'un forum de la « Ligue pour la vie » réuni à Lyon.

**Danielle. - groupe Lucia Saornil (Villeurbanne)**

## Social-démocratie : main basse sur l'Europe

suite de la première page

Mais c'est à crever de rire ! Si ce n'était pas si grave... Cette année, la campagne électorale pour le prétendument indispensable Parlement européen bat son plein. Bien. Les socialistes des pays d'Europe ont souhaité faire une plateforme commune. On s'arrange pour le faire savoir, les vrais Européens, on allait voir ce qu'on allait voir, c'était ceux qui s'engagent par delà les frontières, qui renoncent à la politique intérieure et aux enjeux nationaux pour privilégier le caractère international de la campagne.

### Nous n'avons pas les mêmes valeurs

Outre la vacuité abyssale du programme en 21 points que nous proposons ces gens là, force est de constater soit qu'ils ne sont pas doués du tout en traduction, ou pas vraiment disposés à mettre en avant partout le même discours.

En visitant le site Internet du Parti des socialistes européens, on peut découvrir le projet de programme signé par Robin Cook et Henry Nallet. Pas vraiment des militants de base, tous deux sont des pontes dans leur parti respectif.

Ainsi, chacun voyant midi à sa porte et pariant (à tort) que personne ne sera assez con pour aller lire deux traductions d'un même texte, chacun met en ligne le manifeste qu'il veut. Par exemple : « Promouvoir l'Europe sociale » se traduit en Anglais par « S'attaquer à l'exclusion en modernisant et en renforçant le modèle social

européen. » D'accord, la différence n'est pas flagrante. Le point 10 est un peu plus étonnant. « Combattre toutes les formes de discrimination et œuvrer à une intégration réussie via l'Union européenne et les états membres. » devient en Français : « combattre le racisme et maîtriser les flux migratoires ». C'est déjà plus inquiétant comme traduction. Bien sûr, seuls notre cynisme et notre mauvaise foi légendaire peuvent nous faire dire que les socialistes français ont derrière la tête un corps électoral français plus enclin que le britannique à exprimer son racisme dans les urnes.

Il y a mieux. Le point 16 en anglais appelle en substance à élargir l'Union alors que les Français, beaucoup plus vagues parlent d'unifier l'Europe. Comme ça, on ne se mouille pas sur l'arrivée des paysans polonais dans la PAC.

Mais le sommet de la crapulerie politique est atteint au titre 18. « Mener des politiques d'aide, d'investissement commerciaux et de réduction de la dette qui réduisent la pauvreté dans le monde et aident à diminuer de moitié le nombre de personnes vivant dans une pauvreté abjecte d'ici l'an 2015. » devient en français un laconique « Renforcer la solidarité avec les autres nations. » Étonnant, non ?

Déjà, on se demande bien pourquoi il faudrait se contenter de réduire « de moitié » le nombre des pauvres, et au nom de quelle loi économique les échanges commerciaux et les investissements financiers auraient un rôle quel-

conque à jouer dans la diminution de la misère du monde - mais on est tellement plus bête qu'eux, qu'ils ne vont sûrement pas perdre leur temps à nous l'expliquer.

Pour les socialistes français, il n'y a ni engagement dans le temps, ni allusion à la pauvreté, qui n'est même pas considérée comme « abjecte », ni même engagement de résultat. (Encore qu'en l'occurrence, comme d'ici 2015, tout le monde aura oublié ce manifeste insipide et fourre-tout, ça n'a pas vraiment d'importance.)

Alors après, la presse s'étonne que la conférence de Milan ne se soit pas très bien passée. Que finalement, il n'y aurait pas de meeting commun à Paris avec Jospin et Schröder. Que Tony Blair a froissé tout le monde en les traitant de vieille gauche. Si ça se trouve, tout ça, c'est la faute des traducteurs et des interprètes ! Car enfin, comment Tony Blair, qui a fait de si brillantes études, peut-il montrer en illustration de sa politique de « troisième voie » la politique de Clinton et prôner sur cette base un rapprochement des sociaux-démocrates européens avec les démocrates américains, alors que depuis 1994 Clinton applique le programme de la majorité républicaine du Congrès. Oui, c'est ça l'explication, ça doit être la faute des traducteurs.

À moins que tous ces gens ne soient dans un délire permanent à force de marcher sur la tête... pour ne pas user leur souliers. À ce prix-là, on les comprend !

Vincent Tixier

### L'Algérie au cœur 40 ans de lutte anticolonialiste

Conférences-débat de Gérard Lorne autour de son livre « Du rouge au noir : mémoire vive d'un porteur de valise » (éditions du Monde libertaire) organisée par l'Union régionale sud-est de la Fédération anarchiste et le groupe de Digne de la Coordination anarchiste.

**lundi 15 mars : Château-Arnoux (04)**  
à 20 h 30 à la salle du centre communal d'action sociale (au-dessus de la Poste), chemin du Lac.

**mardi 16 mars à Marseille**  
à 20 heures, salle Le reveil, 5, rue de l'Arc (1<sup>er</sup>).

**mercredi 17 mars à Toulon**  
à 18 heures au Café lecture, 18, rue d'Antrechaus.

**jeudi 18 mars à Nice**  
à 19 heures à la Faculté des Lettres et sciences humaines, amphitheâtre 60.

Pour contacter l'Union régionale Sud-est de la FA : écrire à l'ACL, B.P. 5137, 83 093 Toulon cedex

## A G E N D A

### jeudi 11 mars

**LYON :** Dans le cadre du café libertaire aura lieu une lecture-discussion **Surréalisme et anarchisme** à 21 heures, avec Gilles Buey (Cie Eléphant vole) au 19 rue Pierre-Blanc, 1<sup>er</sup> (entrée par l'allée).

### vendredi 12 mars

**PARIS :** Réunion publique pour faire le point sur **altern.org**, à 19 heures à la Maison des Ensembles, 3-5 rue d'Aligre (12<sup>e</sup>), Métro Ledru-Rollin.

### samedi 13 mars

**BEAUCAIRE :** Dans le cadre de la journée nationale d'action **contre la vidéosurveillance**, le groupe du Gard de la F.A. organise un rassemblement à l'entrée des halles, place Clémenceau à 10 heures.

**LUNEL :** Le groupe du Gard de la F.A. participera à la manifestation organisée par le Collectif d'associations opposées à l'exploitation de l'incinérateur de Lunel-Viel. **Rassemblement à 14 h 30** dans le parc de la mairie.

**LEVALLOIS (92) :** Dans le cadre de la Journée nationale d'action contre la vidéosurveillance : **manifestation à 14 h 30 M<sup>e</sup> Anatole-France**, à l'appel de nombreuses organisations (ACI, CNT, Souriez vous êtes filmés, F.A., MIB...).

### mercredi 17 mars

**PARIS :** Réunion publique à la mutualité en soutien à **Altern.org**, à la Maison de la Mutualité, 24 rue saint Victor, (5<sup>e</sup>), de 20 heures à minuit.

### jeudi 18 mars

**GRENOBLE :** Le groupe Jules-Vallès de la F.A. organise une conférence-débat sur le thème **Papon ou la continuité de l'État** avec JJ Gandini au 102 rue d'Alembert à 20 heures.

### vendredi 19 mars

**MONTPELLIER :** Le groupe Un Autre futur de la F.A. organise une conférence-débat sur le thème **Papon ou la continuité de l'État** avec JJ Gandini à l'Antre Anar à 20 h 30, 5, rue Jeanne-d'Arc.

### samedi 20 mars

**LYON :** Dans le cadre du café libertaire la troupe **Papier froissé** jouera sa pièce « **Dans le chancre doré** » à 20 h 30 au 19, rue Pierre-Blanc (1<sup>er</sup>) (entrée par l'allée).

**PARIS :** L'association « Thank you Ferré » organise une rencontre publique à l'occasion de la parution de l'intégrale de **Léo Ferré** à la librairie du *Monde libertaire* (145, rue Amelot, 11<sup>e</sup>) à 15 heures.

**PÉRUWELZ (BELGIQUE) :** Le groupe anarchiste Le Noir Lombric et l'association « Arts en libertés », organisent une réunion publique avec Michel Noirret et Babar dont le thème est « **Anarchistes et franc-maçons** » au Théâtre du Fil à la Patte (rue de Roucourt), à 20 heures.

### dimanche 21 mars

**ROUEN :** Le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste organise la **9<sup>e</sup> Journée de l'Édition libertaire** de 14 h à 18 h (stands ; vidéo), à 15 heures : rencontre-débat avec Gérard Lorne auteur du livre *Du rouge au noir Mémoire vive d'un porteur de valise* à la Halle aux toiles.

**PONTIVY :** Le Collectif eau pure appelle à manifester à 14 heures. L'Union régionale Bretagne de la F.A. y sera présente.

### vendredi 26 mars

**PÉRIGUEUX :** L'action des précaires et chômeurs de Dordogne (APCD) recevra Philippe Pelletier à partir de 20 h 45 au NTP, avenue d'aquitaine pour une **conférence-débat sur le fascisme**.

abonnez-vous! abonnez-